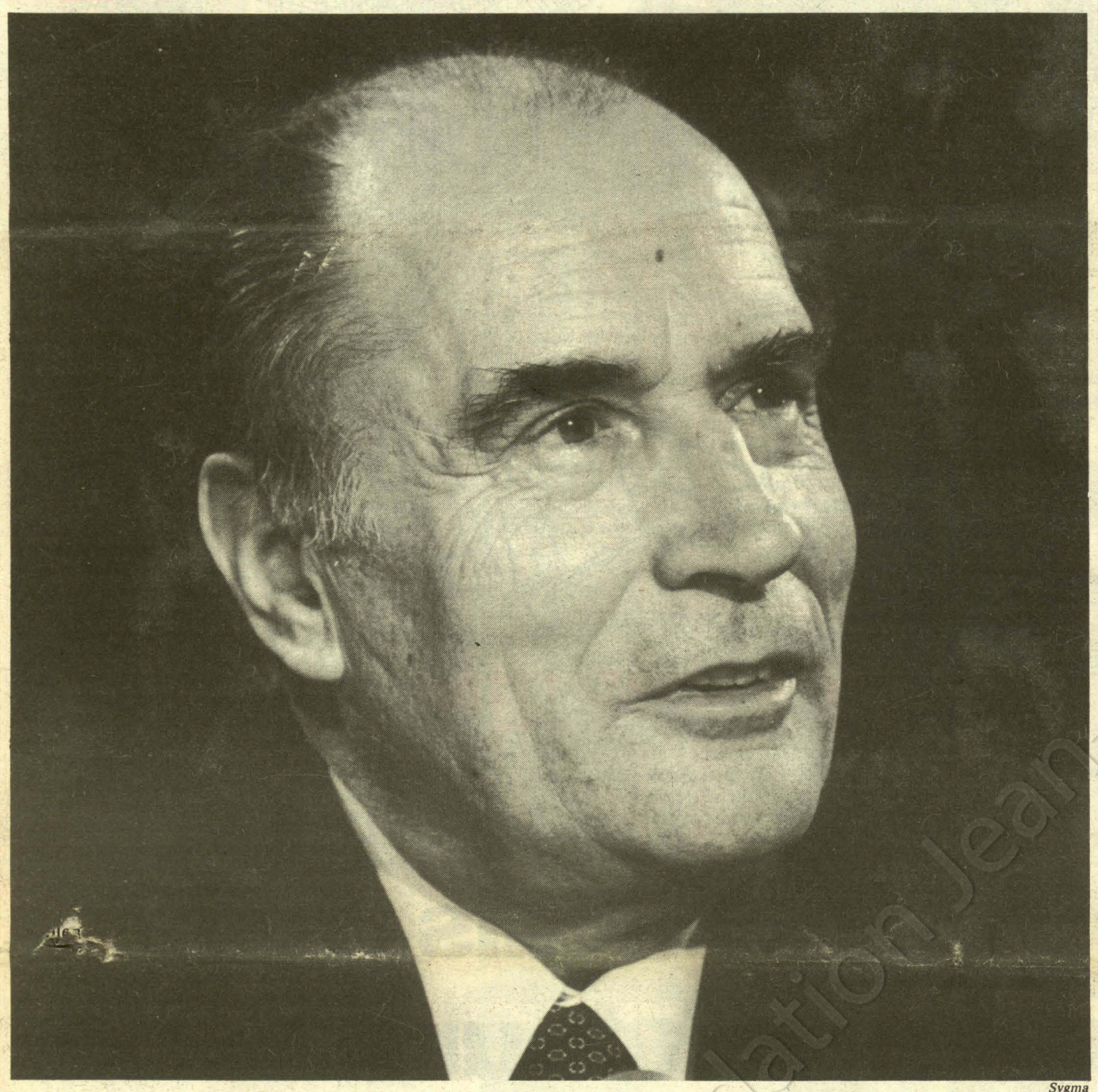
l'unité

M 2805 - N° 450 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 8 janvier 1982



Sygma

Bonne année la France...

PAR CLAUDE ESTIER

ON n'a pas suffisamment remarqué que les cérémonies de vœux qui ont occupé les deux premières journées de cette semaine à l'Elysée ont été bien au-delà des poignées de main traditionnelles et des paroles d'usage. Non pas seulement parce que, pour la première fois, les représentants des « forces vives » de la nation y ont été associés en même temps que les dignitaires des « corps constitués » mais aussi parce que le président de la République a choisi cette occasion pour exprimer un certain nombre de grandes idées qui conduiront son action et celle du gouvernement au cours de l'année qui vient de commencer et dont il a souligné qu'elle serait celle des promesses réalisées.

Chacun convient, en effet, que ce début d'année marque une étape nouvelle pour la gauche au pouvoir. L'œuvre accomplie depuis la victoire électorale du printemps dernier est, certes, impressionnante mais, du fait de la longueur des débats parlementaires — et maintenant de ceux du Conseil constitutionnel —, aucune des grandes réformes de structures n'a encore été promulguée. Elles vont l'être dans les prochaines semaines et viendront s'ajouter aux mesures économiques et sociales dont ont déjà bénéficié des millions de citoyens. Dès cette semaine une nouvelle offensive est engagée contre la hausse des prix dont on notera que, contrairement aux sombres prophéties de la droite, elle n'aura pas été, au terme de l'année 1981, supérieure aux prévisions établies par le gouvernement de Raymond Barre. Et si le chômage est encore en légère progression on peut légitimement espérer que les dispositions découlant des ordonnances en cours d'élaboration vont permettre dans un proche avenir de commencer à renverser la tendance.

Ainsi donc, François Mitterrand et son gouvernement abordent 1982 avec de bons atouts politiques. Ce n'est d'ailleurs pas nous qui le disons mais l'hebdomadaire « le Point » qui le reconnaît cette semaine en publiant un nouveau sondage dont il ressort que le Pouvoir conserve un crédit intact tandis que l'opposition, décidément incapable de surmonter son échec, continue à perdre du terrain.

« Qui l'aurait parié il y a six mois ? » s'interroge « le Point ». Bonne question, en effet, et qui est en même temps une réponse à toute cette presse qui n'a cessé, dès la gauche élue, de tirer à boulets rouges et de prédire des catastrophes qui ne se sont pas produites. Sans songer un instant à faire son autocritique, elle s'étonne aujourd'hui que les choses ne se passent pas comme elle l'avait annoncé. Elle misait, par exemple, sur la guerre à outrance que le patronat allait livrer au Pouvoir et paraît surprise d'un net changement de ton. Lequel ne signifie évidemment pas que les patrons soient en train de se rallier à la politique socialiste mais tout simplement qu'un minimum de réalisme les conduit à discuter plus sérieusement avec une gauche dont ils ont compris qu'elle est au pouvoir pour longtemps.

Autre exemple : la droite a voulu utiliser les dramatiques événements de Pologne pour tenter d'enfoncer un coin entre les partis qui composent la nouvelle majorité. Elle a même, avec de gros sabots, amorcé une campagne sur le thème du départ des ministres communistes. La réponse, cinglante, est venue de François Mitterrand lui-même, invitant ses ministres « à l'union nécessaire des forces politiques qu'ils représentent ». Cela ne veut pas dire que socialistes et communistes effacent leurs divergences — sur l'appréciation des événements de Pologne, en particulier —, dont il sera question au cours de la rencontre « au sommet » de ce vendredi matin. Mais, élus ensemble pour soutenir une politique nouvelle clairement définie par une série d'engagements précis, ils entendent poursuivre ensemble le changement à peine amorcé et dont tout montre que la majorité des Français continue à penser, huit mois après, que le gouvernement de gauche est seul capable de le conduire.

Rien ne permet de croire que 1982, au plan intérieur comme au plan international, sera une année facile. Mais la France est aujourd'hui l'un des pays les mieux armés, à la fois pour répondre aux aspirations de son peuple et pour contribuer à apaiser les tensions dans le monde.

Qui l'aurait parié il y a six mois ? Réponse : Nous ! C'est même pour cela que les socialistes, autour de François Mitterrand, se battaient depuis si longtemps pour conquérir le pouvoir ! ●

Pologne: l'enlisement
(page 2)

Le drame polonais comme révélateur
(page 2)

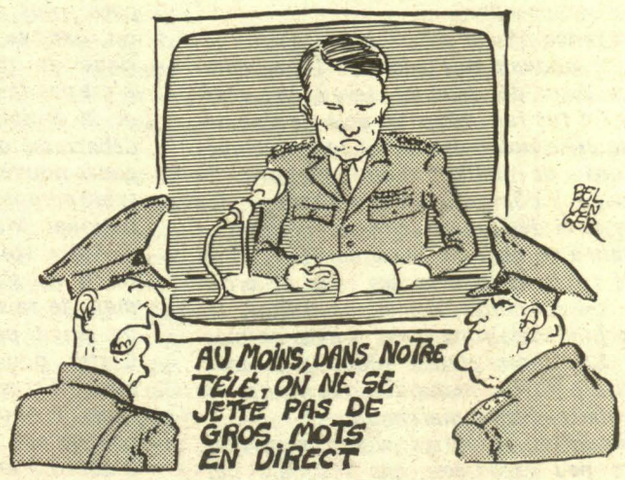
Prix: un brin d'optimisme... et une batterie de mesures
(page 4)

Peugeot : le lion a la patte toujours aussi lourde
(page 4)

Le troisième tour du 17 janvier
(page 8)

Radios "libres": ondes amères
(page 12)

Vive la télé, nom de Dieu !
(page 16)



Pologne : l'enlisement

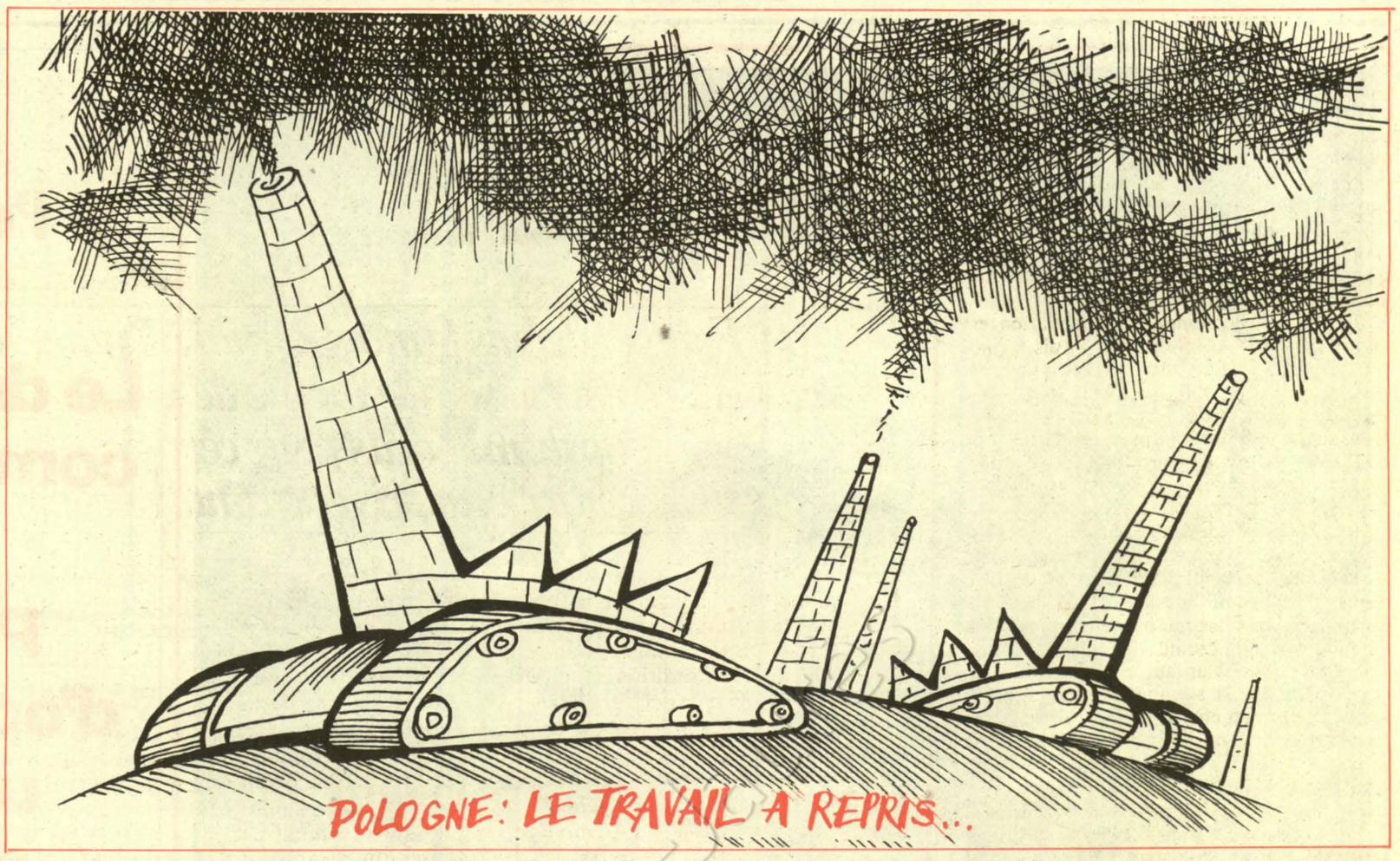
En dépit de l'imagerie d'Epinal diffusée quotidiennement par une télévision à la botte, la Pologne s'enfonce dans un triste hiver

PAR JEAN OFFREDO

LE général Jaruzelski et le pouvoir militaire s'enlisent en Pologne. Force est de constater qu'un mois après le déclenchement de l'état de siège on ne voit toujours pas où va la Pologne.

Il y a certes l'image du pays que veut donner le pouvoir, à travers sa radio, sa télévision, sa presse officielle, seule autorisée. Image de travail : chaque journal télévisé est l'occasion d'énoncer le nombre de tonnes de charbon produites par les mines de Silésie, le nombre de convois routiers et ferroviaires qui fonctionnent, de montrer des travailleurs qui aspirent au calme et se déclarent convaincus que tout ira mieux. Image de calme : les entreprises fonctionnent, l'école a repris ses cours, les rues sont bien gardées et il y a moins de vols et d'actes de vandalisme, les militaires font leur devoir avec constance et sourire. Image de crédibilité du pouvoir : il a la situation bien en mains à l'intérieur, il ne néglige pas les contacts avec l'extérieur, il a envoyé en mission à Bonn le vice-Premier ministre Mieczyslaw Rakowski, organisé la réception des ambassadeurs des Dix de l'Europe de l'Ouest et ceux du pacte de Varsovie.

Mais en regard de cela, il y a la réalité : les procès qui se multiplient contre des responsables de Solidarité avec des condamnations, sans appel, de trois à sept ans de prison et de privation de droits civiques ; les internements qui durent ; la peur que l'on fait régner dans la population ; les communications téléphoniques qui demeurent dans une large mesure coupées ; les déplacements de région à région interdits, à plus forte raison à l'extérieur du pays sauf mission spéciale ; les déclarations de loyauté au nouveau pouvoir et les engagements de rupture avec Solidarité demandés aux fonctionnaires et aux employés d'entreprises d'Etat ; la presse bâillonnée.



La milice et la police spéciale (Z.o.m.o.) font bien leur travail et l'esprit de revanche règne à Varsovie. On comprend qu'au sein de l'armée des divergences sérieuses se manifestent face au devoir répressif qui lui est demandé. On sait que bon nombre d'officiers, dans la mesure de leurs possibilités, expriment de plus en plus d'états d'âme, et que les jeunes du contingent ne sont pas envoyés en première ligne

Le drame polonais comme révélateur

Deux crises majeures ont été révélées par le drame polonais : celle, évidente, des pays de l'Est, l'autre, moins bien perçue, des pays de l'Ouest et notamment de la R.f.a.

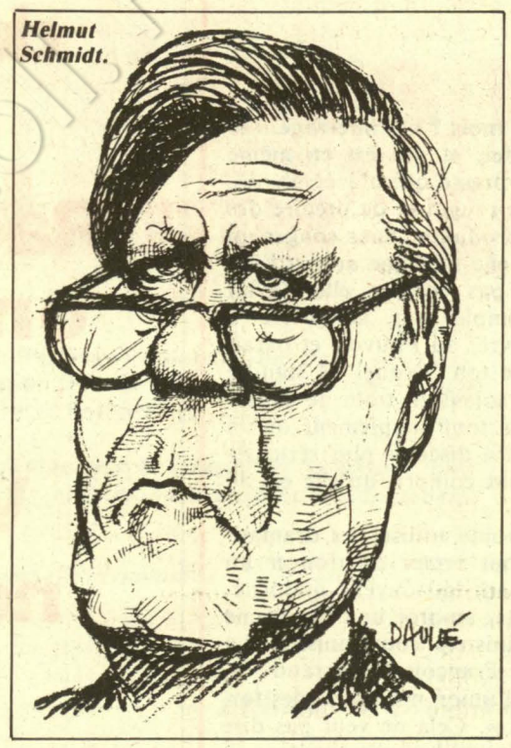
PAR GUY PERRIMOND

IL y avait eu l'indifférence ou la résignation. Quelquefois après l'émotion il y avait la colère. Mais une colère vite retombée. C'était le temps où la « normalisation » tchécoslovaque laissait l'opinion occidentale impuissante. La colère ou l'émotion étaient individuelles. Le partage du monde fonctionnait : la logique des deux grandes puissances ne laissait aucune autonomie aux Etats. Et les organisations politiques ou syndicales étaient incapables de maintenir, sur la longue distance, leurs critiques. Souvenez-vous, c'était en 1968, c'était hier.

Le coup d'Etat militaire à Varsovie semble avoir bouleversé ces vieilles habitudes. Ce qui est une illusion d'optique : les vieilles habitudes étaient bouleversées avant, et le coup du général Jaruzelsky a servi de révélateur. Cela est vrai surtout dans les opinions publiques — en particulier pour la gauche européenne — mais aussi pour les Etats. Il suffit de prendre la mesure des réactions, très différentes d'un Etat à l'autre, d'une opinion publique à l'autre, pour le comprendre.

En France pas de surprise : le gouvernement ne pouvait pas accepter l'inacceptable. Le droit des peuples devait être réaffirmé. Ce fut fait. Mais au-delà de l'immédiat, la crise polonaise met à jour quelques questions de taille. Tout d'abord la fameuse « compétition ». Durant les années de « détente », cette compétition se réduisait à la lutte de deux empires : d'un côté le capitalisme avec ses taux de croissance, ses inégalités, ses coups d'Etat. De l'autre le « socialisme irréel » avec sa massivité. Les choix étaient réduits : la marchandise avec les manipulations contre les manipulations sans marchandise.

Aujourd'hui d'autres voies s'ouvrent. Encore peu explorées, pas toujours per-



Helmut Schmidt.

çues, plus autonomes. L'exemple français est, dans sa solitude, révélateur. Car la critique du drame polonais, de ses causes n'est pas faite, à gauche au nom des valeurs de la droite, mais au nom d'un socialisme débarrassé de ses attributs totalitaires. Discours nouveau, troublant, parfois inconfortable compte tenu de l'environnement international. Mais porte ouverte sur l'avenir.

Autre voix divergente, celle de la R.f.a. Ici il ne s'agit pas d'un projet politique mais de raison plus... nationale. La R.f.a. ne réagit pas seulement en commerçante. Certes, pour elle les rapports commerciaux avec l'Est sont déterminants. Et les sanctions économiques décidées par Reagan coûteraient cher... à l'Europe et tout d'abord à la R.f.a. On comprend mieux les réticences de Bonn. Mais surtout ce que les Allemands veulent protéger ce sont les rapports avec la R.d.a. Ce qui donne à leur neutralisme une coloration toute particulière. Car « l'égoïsme national » — mais est-ce un égoïsme ? — pèse plus lourd pour eux que le drame polonais. Peuple déchiré depuis 1945, les Allemands de l'Ouest pensent à leurs « frères de l'Est » avant de songer aux Polonais, au « Vaterland » avant l'idéologie.

A terme cette attitude peut poser un problème à l'Europe. Car Moscou et Washington savent que le problème allemand, enterré lorsque le monde n'était que bipolaire resurgira avec l'érosion, même simultanée, des deux blocs, donc du rôle des grandes puissances. Sauf si l'Europe est assez forte pour proposer des voies d'avenir !

On comprend mieux que l'action diplomatique, avec ses lenteurs, demeure pour les gouvernements européens la seule possibilité. Dénoncer les accords de Yalta, la césure du monde, est nécessaire. Nous l'avons fait. Mais la lucidité implique de comprendre que l'efficacité a des limites que l'on ne peut transgresser. Sauf avec le temps.

On le voit, le drame polonais a servi de révélateur à une double crise : celle des pays de l'Est, évidente. Celle des pays de l'Ouest, moins bien perçue. D'un côté une machine, rigide, complexe où chacun des rouages est grippé. De l'autre un ensemble plus souple mais aux intérêts — pas seulement économiques — en voie de diversification. Trois exemples : les Etats-Unis tentant de gérer leur position dominante sans assumer de risques, la R.f.a. désireuse avant tout de préserver ses rapports avec la R.d.a., et l'étendue de son commerce avec l'Est, la France enfin porteuse d'un projet nouveau sensible aux conséquences lointaines pour l'Europe du coup militaire.

Conséquences mesurables dans les rapports internes de la gauche, dans l'image même du socialisme. Etant au pouvoir, le P.s. peut, alors que le « socialisme de l'irréel » donne la mesure de son mépris non seulement de la liberté mais de la classe ouvrière, dont il se dit l'émanation, le P.s. peut donner à son projet une dimension nouvelle, une légitimité idéologique dont certains pouvaient douter. Une revanche sur l'Histoire en quelque sorte. Avec, à terme, les reclassements qui s'imposent.

En attendant, le pouvoir polonais sait que, sauf évolution dramatique, la collectivité des gouvernements européens ne haussera pas plus le ton. Le réalisme froid des stratèges soviétiques en a tenu compte. C'est qu'ils fonctionnent avec leurs vieilles habitudes : seuls les Etats — le pouvoir — comptent. C'est oublier que Solidarité n'était pas « un » pouvoir. Et que la lutte idéologique n'est plus seulement entre leur « socialisme » et le capitalisme. Mais que d'autres chemins viennent de s'ouvrir. Chemin ou individus, groupement, syndicat, parti, ont leur rôle. Cheminement d'une idée nouvelle, rebelle aux pressions. C'est en tenant notre place — et elle est grande — dans ce combat que nous aiderons, vraiment, les Polonais. En dénonçant l'inacceptable et, ici, en construisant d'autres rapports entre la société et le pouvoir.

A court terme le réalisme froid des pays de l'Est et de certains dirigeants de P.c. occidentaux peut sembler payant. A moyen et long terme, non. Car si en France — ne serait-ce qu'en France — les forces de gauche sont capables de redonner son sens initial au mot socialisme, si elles sont capables de mettre en place peu à peu d'autres mécanismes de pouvoir tout en disant haut et clair ce que les Polonais ne peuvent aujourd'hui que murmurer, non seulement Solidarité vivra, mais il y aura, là ou ailleurs, d'autres Solidarité. Afin qu'à l'Ouest et à l'Est les peuples retrouvent d'abord l'espoir, puis leurs droits. ●

quand il s'agit de vider des poches de résistance active.

Le récit qui nous est parvenu de la récupération des chantiers Lénine de Gdansk et de la mine Wujek, près de Katowice où il y a eu onze morts, sept grévistes et quatre miliciens, en est une preuve éclatante.

Sur le plan politique, il semble que le Parti ouvrier relève la tête. Des réunions ont lieu en différents points du pays et un petit groupe de dirigeants s'est vu confier par le Conseil militaire de salut national la tâche de définir un programme pour l'année qui s'ouvre. De là à penser, comme le suggère d'ailleurs Moscou, que doit renaître un parti pur et dur d'où seront éliminés les membres trop sensibles aux arguments de Solidarité et qui fera bloc avec les autorités militaires, il n'y a qu'un pas qui pourrait être franchi dans les prochaines semaines : ce scénario fait aussi partie de la normalisation. Il pourrait être l'occasion d'une nouvelle action de propagande pour montrer que les civils ne sont pas exclus du destin polonais et que les vrais communistes en sont toujours les garants.

Sur le plan économique, la situation est catastrophique. Depuis un mois, quoi qu'en disent les autorités, la vie du pays est bloquée. Depuis le 1er janvier 1982, la vie quotidienne des Polonais s'est aggravée. Des augmentations de prix de l'ordre de 300 à 400 % sur des produits de première nécessité comme le sucre, la viande de porc, le sel, le charbon, imposées alors que depuis huit mois des négociations, qui pouvaient aboutir à un compromis raisonnable, avaient lieu entre Solidarité et le gouvernement, pourtant présidé par le général Jaruzelski, ont traumatisé encore plus la population. La dévaluation de 71 % du cours du zloty est un autre élément de cette aggravation de la situation, sans parler de la production en chute libre depuis le début décembre. On ne voit pas comment la baisse annoncée officiellement du produit national brut de 15 % pour les onze premiers mois de l'année 1981 sera stoppée.

Et si le pouvoir militaire assure la population que le ravitaillement est garanti pour le mois de janvier, grâce aux livraisons en provenance de l'U.r.s.s., des pays frères, et même de Mongolie, ce ne peut être qu'un palliatif. D'autant que tous les témoins de retour de Pologne disent bien que les magasins continuent d'être vides et les queues aussi importantes. Quant au monde rural, pris entre une vie plus facile qu'en ville car il peut s'organiser par lui-même et s'arranger et le risque de se voir contraint à des livraisons obligatoires de denrées alimentaires, il attend et voit.

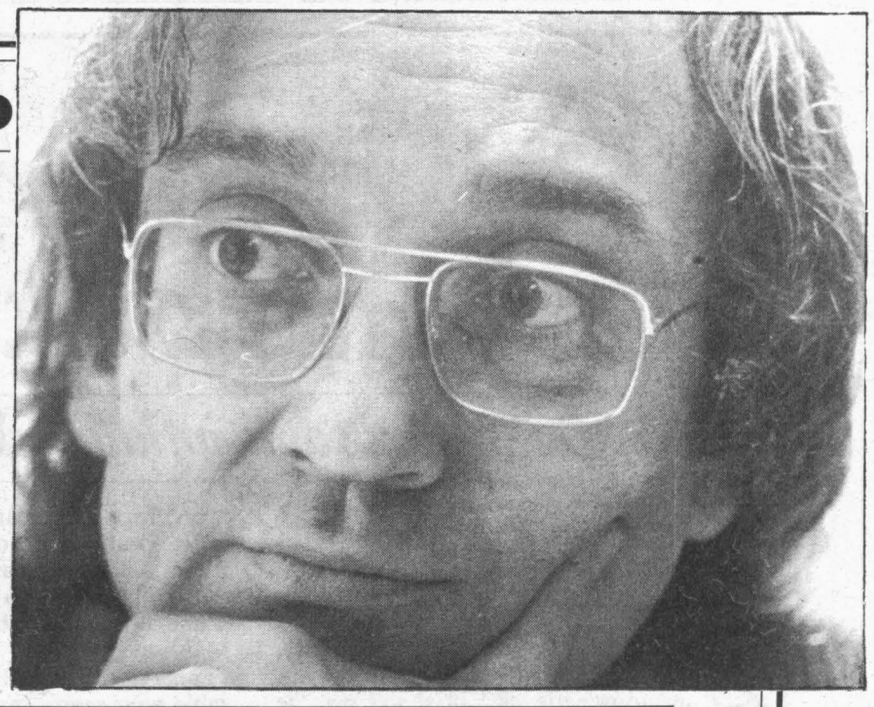
Sur le plan social, il est évident que la suppression par la force de Solidarité n'est pas de nature à faciliter la reprise d'une vie normale. Quand le général Jaruzelski ose de plus confier à des interlocuteurs que si « des pays occidentaux acceptent de recevoir telle ou telle personne interpellée, la Pologne est prête à les laisser émigrer », on ne peut que ressentir un frisson dans le dos. D'autant que, dans le même temps, le patron — ou du moins celui qui en joue le rôle — dit que l'on ne reviendra pas sur l'acquis de 1980, que le président du Conseil d'Etat (présidence de la République collégiale), M. Jablonski, dit que des syndicats indépendants auront toujours leur place dans la Pologne nouvelle (?), mais que la « Pravda » considère comme absurde l'existence d'un syndicat indépendant du parti et n'a de cesse de dénoncer les « petits rois de Solidarité ». Il est clair que la paix sociale sera payée du prix de l'anéantissement total du syndicat de Lech Walesa. Comment à partir de là prétendre qu'il y ait négociations, accord, entente possibles ?

Sur le plan religieux, le primat de Pologne, Mgr Glemp, archevêque de Varsovie, entouré de son « Conseil social » où l'on retrouve d'éminentes personnalités catholiques, fait ce qu'il peut pour éviter le pire, c'est-à-dire une effusion de sang plus grande. Mais il est évident que la partie n'est pas facile. En tous les cas, une chose est certaine : sans la libération de Lech Walesa, il n'y a pas de rencontre sérieuse possible. D'autant que tout le monde a remarqué avec quelle insistance Jean-Paul II a tenu publiquement à parler de Solidarité comme d'un « facteur capital non seulement du patrimoine polonais, mais aussi de celui des nations du monde entier ». Il s'agit là d'un soutien sans failles. Mais que peut faire le pape sinon parler ? Aller à Varsovie ? Selon son entourage immédiat, il n'en exclut pas l'hypothèse. Mais, bien entendu, ce type d'action spectaculaire ne peut être qu'un ultime recours. On croit savoir en tous les cas que Jean-Paul II apprécie hautement les positions sur la Pologne de pays telle, la France, qui ne ménagent pas leurs avertissements à Varsovie.

Pologne en janvier. L'hiver polonais est bien triste. Mais le général Jaruzelski doit se persuader, en bon Polonais, qu'au bout de la mort il y a toujours la résurrection. ●

La chronique de Max Gallo

Esprit de Coblence es-tu là ?



La France, depuis le mois de mai, dérange les bourreaux. Et ils réagissent en choisissant le thème de la propagande antisocialiste : à coup de milliards pour certains, plus subtilement à coup de mépris et d'amalgame pour les autres

NOTRE-DAME dans l'orage, la foudre frappant ses tours, la Seine et la cathédrale tout entière éclairées par une lumière crépusculaire : il faut avoir sous les yeux cette photo-montage pour y croire. Une organisation internationale — Tradition, famille, propriété — qui a une filiale en France (Association française pour la défense de la tradition, de la famille et de la propriété) et d'autres aux Etats-Unis, en Bolivie, en Argentine, au Chili, en Uruguay, au total dans douze pays, et dont le siège central est au Brésil — consacre en effet deux millions de dollars pour une campagne publicitaire destinée à démontrer que le gouvernement de la gauche conduit notre pays à l'apocalypse, qu'il sape les valeurs morales et qu'il est le cheval de Troie du communisme.

Six pages de textes et de photos, où le fanatisme le dispute à la bêtise, mais six pages qu'ont publiées le « Washington-Post », le « New York Times » et de nombreux journaux européens dont la «Frankfurter Algemeine ». On murmure qu'un quotidien français au moins a déjà signé ce contrat de publicité.

D'où vient l'argent ? Pas de réponse. Le président de l'association, un professeur brésilien prétend que les adhérents sont seuls à l'origine des ressources et que chaque section locale finance ses propres campagnes. On attend avec curiosité que l'Association française livre le nombre de ses membres ! On voudrait pouvoir se détourner avec ironie d'une telle entreprise.

Faire référence à Louis XVI, à Marie-Antoinette ou au pape Pie X comme le font les « annonceurs » pour comprendre la situation française en 1981-82 n'est-ce pas se ridiculiser ? Avoir, deux siècles plus tard, les mêmes aveuglements et les mêmes arguments que les émigrés de Coblence n'est-ce pas se condamner ? Et après tout, pourrait-on penser, si quelques mécènes réactionnaires veulent ainsi gaspiller leurs profits, pourquoi pas ?

L'ampleur de la campagne, son coût interdisent qu'on la prenne à la légère. Il s'agit d'une entreprise qui vise à détruire l'image internationale de la France aujourd'hui. Sans écho parce que les thèses sont dérisoires, les thèmes éculés, les contre-vérités innombrables ? Il faut toujours se défier de la propagande. Goebbels et Hitler ont menti sans vergogne et avant eux que de faux qui paraissaient énormes ont peu à peu gangréné l'opinion. On sait qu'aujourd'hui encore « le Protocole des Sages de Sion » — une fabrication antisémite — est régulièrement republié ici ou là.

AU vrai dans une campagne de cette importance trois aspects sont à considérer. D'abord la source : cette association Tradition, famille et propriété, qui l'anime ? Qui la soutient à l'échelle internationale ? Le contenu ensuite : il est facile d'isoler les éléments de l'argumentation. Ils ressortissent de l'intégrisme, d'une haine de l'esprit d'égalité, et comme il se doit cette idéologie « contre-révolutionnaire » condamne les droits de l'homme. Mais, dernier aspect, au-delà même du contenu, cette campagne constitue un signal international. Il manifeste à la fois l'importance et l'originalité de ce que nous entreprenons ici et aussi l'hostilité que cette création d'un visage français du socialisme suscite à l'échelle mondiale. Que l'extrême droite latino-américaine et ses antennes européennes condamne notre gouvernement de gauche voilà qui donne la mesure de notre influence potentielle. La France depuis le mois de mai 1981 dérange les bourreaux. Et ils réagissent. Qu'ils aient choisi le terrain de l'information, qu'ils livrent avec leurs méthodes (l'argent, la publicité rédactionnelle) et leurs limites intellectuelles, une bataille d'idées révèle aussi l'importance décisive, jamais surévaluée et de l'information et de la confrontation intellectuelle.

Ainsi, il a suffi l'autre soir que les caméras s'attardent en direct sur les gesticulations, les invectives, les outrances qu'échangeaient quelques journalistes pour que l'opinion — par l'intermédiaire de tous les médias — soit saisie de cet événement mineur bien que spectaculaire. De ce fait le plus intéressant n'était plus l'émission que Michel Polac n'avait pas réussi à maîtrisé ou les déclarations scandaleuses de tel ou tel qui ne représentait que lui-même mais bien les commentaires.

Car ceux qui écrivent après coup, intellectuels requis pour l'occasion, sont tenus, imagine-t-on, à la responsabilité et à la mesure. Dans un cas, sur le plateau, on suivait le comportement anarchique et rageur d'individualistes forcenés dont la provocation est le métier. Mais, dans l'autre, on découvre le glissement idéologique et l'intention politique. Qu'on en juge.

Tel écrivain, le mépris souriant aux lèvres, note : « Enfin une émission populaire, populiste, populace... Elle exprime vraiment la France profonde, celle de toujours, des vraies passions ambiantes. C'est-à-dire l'horreur, la bêtise, la grossièreté, l'agressivité. Polac fait en somme du réalisme socialiste... L'émission de Polac est dans la ligne de la grande tradition de la révolution française, c'est une émission sans-culotte, ultra phrygienne, dans la descendance de Hébert et du Père Duchesne. » Tel quel.

NE glosons pas sur la prétention et l'ignorance historique de l'auteur, mais remarquons comment d'un fait singulier, somme toute anodin, on théorise contre la Révolution française ou les spécificités supposées du peuple français.

Ecoutons maintenant un autre éditorialiste qui met en garde ses lecteurs : « Que les Français ne s'y trompent pas. Sortant des marécages, pleins de rancœurs, drapés dans la mythologie de la gauche, des hommes, si on les laisse faire, vont assassiner notre pays. » Entre la publicité de « Tradition, famille, propriété » et ces commentaires, la différence n'est pas grande.

Il en est d'autres plus perfides. Il y a quelques jours Yves Montand avait avec verdeur déclaré : « Si c'est aux hommes de gauche d'approuver ce que font les Pinochet de Moscou en Europe centrale, tout ça ce n'est pas la gauche. C'est monstrueux : tous ceux qui sont d'accord avec ça, je les appelle les nouveaux kapos. » Et il avait utilisé le mot de Cambronne. Cela permet à un commentateur de l'émission de Polac de réaliser un habile amalgame, condamnant à la fois : « Les ivrognes pâteux qui s'empoignent dans un coin de salon, qui substituent la bave à la pensée et, comme un chanteur célèbre, il y a quelques jours, pratiquent le jet d'ordures à défaut d'avoir des idées. »

Le tour est joué : entre « le concert de rots, un concours de bruits de braguette » et le point de vue — politique — d'Yves Montand, la confusion est établie.

L'émission de Polac — dont on peut discuter et regretter bien des aspects — a eu ainsi le mérite de servir de révélateur. Des limites d'une version vulgaire de l'anarchisme mais aussi de la manière dont des commentateurs guindés et habiles savent utiliser le spectacle d'une soirée.

Mais c'est la conséquence inéluctable de toute information libre. Sinon on voit apparaître sur les écrans des présentateurs en uniforme kaki. J'aime mieux les désordres d'un café. Si je peux choisir autre chose, après, avant ou sur une autre chaîne. Ma liberté tient à cette diversité. Une pression sur un bouton de commande suffisait à rayer de l'écran les violences d'un samedi soir verbeux. Telle était mon « droit de réponse ».

Mais comment empêcher qu'une association, disposant de deux millions de dollars, monopolise les médias du monde entier, comment empêcher sans limiter la liberté de l'information que l'argent et ceux qui le manipulent ne détournent à leur profit exclusif la liberté de l'information ? Etouffant toute autre voix ? Voilà la vraie question. Celle qu'il faudrait, sans gesticulation, poser chaque jour.

ECONOMIE

Prix : un brin d'optimisme... et une batterie de mesures

La thérapie anti-inflation du Dr Delors semble bien adaptée à l'économie française

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

EN juin tous les experts économiques, ceux du patronat en tête, prévoyaient une fourchette de hausse des prix de 16 à 20 % pour l'année 1981 ; tous les journaux prédisaient « l'inévitable » dérapage. En fait, l'inflation annuelle aura été de 14 %. Et une sérieuse décélération est amorcée : le rythme du dernier trimestre 1981 correspond à une hausse de 12 % par an. Au cabinet de Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, on se garde bien de pavoiser... mais on se laisse aller à un brin d'optimisme — la thérapie anti-inflation semble bien adaptée à l'économie française. « L'objectif est d'obtenir une décélération par paliers, explique un collaborateur du ministre. Un freinage brutal est impossible puisque chaque agent économique nous dit : bloquez tous les prix... mais pas mes revenus ! »

D'où la nécessité d'un dispositif anti-inflation diversifié, souple... et tout de même rigoureux. La doctrine Delors est fondée sur « la liberté des prix là où la concurrence peut jouer, sur l'activation de la concurrence partout où cela est possible et sur la concertation et la sanction éventuelle des abus, là où la concurrence ne joue pas ». Concrètement, cette doctrine s'est traduite par une série de mesures ad hoc.

→ **Activation de la concurrence :** cela passe par une chasse impitoyable contre les ententes et autres pratiques anti-concurrentielles. Les garagistes ont été parmi les premiers sanctionnés. Plus récemment, les producteurs d'engrais se sont vus infligés une amende de 4,5 millions de francs. Pas de favoritisme : une filiale d'une entreprise nationale et deux filiales d'une « nationalisable » ont été frappées. Mais avant tout, il fallait reconstituer l'appareil de surveillance des prix, indispensable pour savoir où et comment intervenir. C'est le rôle de la direction générale de la Concurrence et de la Consommation. Cette direction du ministère de l'Economie était promise à l'asphyxie sous la gestion politique précédente : les fonctionnaires avaient interdiction de procéder à des relevés de prix et les effectifs diminuaient depuis 1979... A terme, il s'agissait de détruire totalement l'outil de contrôle — objectif que les syndicats du ministère avaient régulièrement dénoncé... Dès le mois de juin 1981 l'hémorragie qui affectait les effectifs a été stoppée : 162 départs prévus pour 1981 ont été annulés. Et 123 nouveaux agents seront recrutés en 1982. Ces fonctionnaires sont chargés d'effectuer des relevés de prix notamment dans les secteurs « sensibles » et de contrôler les mesures de blocage. Ils font également des enquêtes sur la formation des prix afin de déceler les causes profondes (dites « structurelles » en langage économique) de l'inflation.

→ **Le blocage du prix des services** et des marges des importateurs, décidé au Conseil des ministres du 7 octobre, fait partie de la seconde phase du plan Delors : dans les secteurs névralgiques, on utilise toutes les ressources de la réglementation des prix. Dès le mois de juillet, certaines professions avaient fait l'objet de mesures de taxation : hôtellerie, débits de boisson, camping, boulangerie. Il s'agissait de mesures ponctuelles décidées en cas d'abus par le préfet dans chaque département. En revanche, le dispositif d'encadrement du 7 octobre concerne toutes les prestations de service jusqu'au mois d'avril... avec la possibilité de négocier des accords autorisant la levée du blocage à partir du mois de janvier. Au moment où la décision de blocage a été prise 160 000 relevés de prix ont été faits : une photographie de la situation. Où en est-on trois mois après ? En novembre, sur 40 000 contrôles effectués, il y a eu 1 800 procès-verbaux pour violation du blocage. Si l'on extrapole aux 600 000 professionnels concernés cela donne un pourcentage de 4,5 % de fraudeurs. Un « score » assez faible si l'on sait que certaines professions ont carrément donné des consignes de boycott du blocage. C'est le cas par exemple de la confédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers pour l'ouest de la France. « Nous avons engagé des poursuites devant les tribunaux pour incitation à pratiquer des prix illicites », précise-t-on rue de Rivoli.

Mais, globalement, le blocage est bien respecté. Le résultat ne s'est pas fait attendre : en novembre, l'inflation a été diminuée de moitié par rapport aux mois précédents...

Certains accords de « régulation » ont déjà été signés pour négocier la sortie du blocage dans certains secteurs : professeurs de ski, locations de matériel de ski, hôtellerie et restauration, etc.

→ **Parallèlement, des actions volontaires de stabilisation des prix sont menées.** La plupart des organisations professionnelles de la boucherie ont signé en novembre un accord sur la viande. Chaque boucher est invité à « stabiliser » les prix d'environ un tiers de la marchandise offrant aux consommateurs un large choix de morceaux à prix stable dans les différentes viandes. Une affichette portant la mention « prix stables jusqu'au 28 février » est apposée. « L'opération sur la viande marche bien en province mais plutôt mal à Paris, explique-t-on au cabinet de Jacques Delors. Individuellement, les détaillants ne sont pas engagés par les accords signés par leurs organisations professionnelles... »

A partir du 15 janvier, une grande opération « Trêve des prix » va être lancée : 350 000 commerçants ont été contactés personnellement. Il s'agit de stabiliser pour trois mois les prix d'une vingtaine de familles de produits de grande consommation. Au sein de chaque « famille » (alimentation, textile, électroménager, droguerie, etc.) les produits stabilisés devront représenter 30 % des ventes du magasin. Un panonceau indiquant « Ici, nous faisons la trêve des prix » sera apposé sur la vitrine des commerçants qui participeront à l'opération. « D'ores et déjà, on peut affirmer que l'opération rencontre un grand succès, affirme-t-on rue de Rivoli. Nous avons reçu beaucoup plus de réponses positives que prévu. Au moins 40 % des commerçants contactés seront d'accord. » De son côté, le ministère de l'Economie investit 8 millions de francs de publicité pour populariser l'opération et drainer les consommateurs vers les commerçants qui pratiqueront la « trêve des prix ». Toujours la technique du freinage par paliers : trois mois de stabilisation, cela peut paraître modeste, mais en matière d'inflation les petites économies finissent (espère-t-on) par faire les grandes soustractions.

ENTREPRISES

Peugeot : le lion a la patte toujours aussi lourde

Pour maintenir la compétitivité de l'entreprise, tout l'effort a été mis sur une gestion du personnel impitoyable : flicage et fayotage restent les méthodes préférées de l'empire Peugeot

DEPUIS des années, « l'Unité » dénonce les méthodes utilisées par la direction de Peugeot. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale verse au dossier une nouvelle pièce, dont nous publions cette semaine des extraits.

LA direction du personnel et des relations sociales qui se vante volontiers de ses innovations n'en dédaigne pas moins des méthodes inquisitoriales d'un autre âge. Sont particulièrement visés, sous les prétextes les plus divers, les travailleurs qui n'ont pas choisi la voie de la soumission totale à l'organisation Peugeot, au premier rang desquels les adhérents et responsables syndicaux.

A l'autre extrémité de l'échelle, les « bons éléments » bénéficient du système de sélection favorisant « certains membres du personnel ouvrier faisant preuve d'un attachement particulier pour leur travail... » et reflétant leur relation avec la hiérarchie. Toute la politique du personnel tend à enfermer le travailleur, du cadre à l'O.s., dans une situation où il doit rendre compte à son chef et afficher sa docilité pour assurer son « profil de carrière ». Les chefs d'équipe et petits cadres sur lesquels s'appuie la direction pour ce faire sont formés à ce rôle « pédagogique » dans des institutions spécialisées comme celle qui a son siège au château de Morvillars (territoire de Belfort).



A.f.p.

Elections syndicats chez Peugeot S.a. : sous la surveillance des inspecteurs du travail.

L'existence d'un fichier (D.i.p.o.) comportant parmi les dix critères de notation un critère relatif à « l'état d'esprit vis-à-vis de l'entreprise » permet d'introduire des discriminations parmi les ouvriers, en fonction de leur attitude politique ou syndicale. Il est constamment contrevenu aux dispositions de l'article L. 412-2 du code du Travail qui « interdit à tout employeur de prendre en considération l'appartenance à un syndicat ou l'exercice d'une activité syndicale pour arrêter ses décisions en ce qui concerne notamment l'embauche, la conduite et la répartition du travail, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux, les mesures de discipline et de congédiement » et qui lui enjoint de « n'employer aucun moyen de pression en faveur ou à l'encontre d'une organisation syndicale quelconque ».

L'utilisation de ce fichier pose d'ailleurs problème quand on sait que le contrôle de la direction du personnel ne s'exerce pas seulement à l'intérieur de l'usine, par des avertissements répétés et des mises à pied multipliées à l'encontre des délégués syndicaux, mais aussi hors de l'entreprise. A travers les organismes sociaux dont Peugeot a le contrôle (logement, prêts à la construction, foyers de jeunes travailleurs). A travers un contrôle de l'embauche qui conduit à écarter les candidats qui auraient des liens avec certains employés « mal cotés » ou avec des militants syndicaux connus.

Une autre question concerne l'utilisation massive faite des agences de travail intérimaire pour assurer plus de « souplesse » à la politique de l'emploi. C'est ainsi que Peugeot, depuis l'automne 1979, n'effectue plus que des embauches sur des contrats à durée déterminée. L'utilisation de ces agences intérimaires a d'ailleurs permis, dans le passé, de trouver un certain nombre de personnes acquises aux objectifs « sociaux » de l'entreprise et participant ainsi à la stratégie antisyndicale de la direction. C'est tout un contrôle social sophistiqué qui est



mis en œuvre dans l'entreprise et en dehors d'elle, créant ainsi dans l'usine et dans la région une ambiance virtuellement totalitaire avec tous les risques que cela comporte.

Lorsque finalement, après les retenues sur la paie, les suppressions de primes et autres sanctions, le travailleur sera licencié, il rencontrera, plus que nulle part ailleurs, de grandes difficultés à se faire embaucher dans les entreprises de la région, en raison des nombreuses ramifications de la société Peugeot. Car S.a. Peugeot, c'est tout un univers intégré ; la mainmise de la société se retrouve sur toutes les institutions sociales et administratives locales, qu'il s'agisse des centres de consommation, du logement ou de la presse, notamment locale, dont une bonne part des recettes publicitaires viennent directement ou indirectement de Peugeot.

Rien d'étonnant à cela si l'on se réfère à l'écrasante puissance économique représentée par le groupe S.a. Peugeot. Les résultats chiffrés parlent d'eux-mêmes : le chiffre d'affaires de la société Peugeot est passé de 1974 à 1978 de 14,6 milliards à 64,8 milliards, soit une progression de 344 %, Peugeot seul connaissant une progression de 130 % de 1978 à 1979. Durant cette période (1974 à 1978), cette société a pris la direction de Citroën et racheté les filiales européennes du groupe américain Chrysler. Peugeot-Citroën-Talbot englobait donc quarante-cinq usines dans quatre pays et constituait le premier groupe européen de construction automobile avec un effectif de deux cent soixante-sept mille trois cents salariés dont une grande partie est concentrée dans le pays de Montbéliard. Cette expansion très rapide de la société Peugeot va de pair avec une politique sociale rétrograde. Pour maintenir la compétitivité de l'entreprise, tout l'effort a été mis sur une gestion du personnel impitoyable qui permet à la société de s'enorgueillir de ce qu'aucune grève n'ait eu lieu depuis 1969.



Manifestation à Saint-Etienne en 1973, contre l'utilisation de milices patronales par Peugeot.

La longue lutte antisyndicale de Peugeot a subi bien des vicissitudes avant d'en arriver à ce système moderne de relations sociales, véritable fichier du personnel. Dans leur ouvrage « Une milice patronale : Peugeot », Claude Angeli et Nicolas Brimo (1) révélaient, au moyen d'un faisceau de preuves, documents, témoignages et faits bruts, l'existence et l'organisation d'une police intérieure implacable, qui s'est substituée au paternalisme triomphant et à l'institution des syndicats maison, lorsque les événements de Mai-68 transformèrent l'inquiétude en peur.

Si l'action de la classe ouvrière a permis que soit reconnue au lendemain de Mai-68 la liberté d'expression et d'organisation syndicales, les droits fondamentaux sont donc toutefois bafoués impunément dans l'industrie automobile en particulier. Dans telle grande usine de la région parisienne, avec l'appui de milices patronales et la mise en place de syndicats maison, il est fait échec aux principes de la liberté d'adhésion au syndicat de son choix et du libre exercice par les délégués syndicaux de leurs fonctions. Non seulement à Peugeot les délégués ont de grandes difficultés à rencontrer les travailleurs — en raison de la nature du travail à l'usine (bruit, difficulté de communication avec les immigrés) ou tenant au blocage des délégués par la maîtrise qui exigera, par exemple, à plusieurs reprises, la présentation du bon de délégation — mais encore la direction contrôle avec la plus extrême rigueur les quinze heures attribuées aux délégués du personnel, crédit d'heures que nous estimons, pour notre part, totalement insuffisant.

La C.g.t., dans son bulletin d'information du comité régional de Franche-Comté (numéro spécial sur la représentativité syndicale de juin 1978), arrivait, après quelques calculs, aux résultats suivants : chaque salarié ne pourrait, dans l'absolu, être visité par son délégué C.g.t. que cinquante-quatre secondes dans le mois, alors que, sans parler des autres difficultés du mandat, les dimensions de l'usine occasionnent déjà une grande perte de temps en déplacements. En outre, de récentes élections de délégués du personnel ont donné l'occasion au syndicat C.f.d.t. de Peugeot Sochaux d'intenter une action en justice pour garantir l'entière liberté de vote des salariés de l'entreprise, la C.g.t. demandant, pour sa part, que soit contrôlé par un mandataire de justice le vote par correspondance. Une ordonnance de référé du 17 mars 1980 avait déclaré recevable l'action de la C.f.d.t. se fondant notamment sur le fait que « l'autorité judiciaire ne peut rester indifférente au climat malsain de l'entreprise, alors que la société des automobiles Peugeot est responsable de l'organisation matérielle des élections. Et que les salariés de cette société, en réponse aux recommandations de l'inspecteur du travail et au cours de la présente instance, ne permettent pas de dissiper une équivoque qui ne devrait pas exister lorsqu'il s'agit de l'organisation d'élections professionnelles ». Il avait en conséquence « désigné, en qualité de mandataire, un inspecteur du travail avec mission d'information, de médiation et de contrôle sur l'organisation des élections des délégués du personnel ». Cependant la mission confiée au mandataire par le juge d'instance n'a pu se dérouler dans de bonnes conditions, car la décision du tribunal n'a pas empêché la direction des usines Peugeot de retarder par tous les moyens la venue du mandataire, qui n'a finalement pénétré dans l'usine que le matin du jour où les opérations de vote commençaient.

Finalement, ce sont cinquante et un magistrats et juristes qu'il a fallu désigner pour contrôler les élections professionnelles des 6 et 8 mai 1980. Cette décision s'imposait d'autant plus que la participation massive des salariés aux élections prud'hommales et la confiance qu'ils ont manifestée aux grandes organisations syndicales ont provoqué un désaveu cinglant des syndicats autonomes, qui espéraient pourtant, grâce à l'appui politique de certains groupes parlementaires, être reconnus comme représentatifs par les pouvoirs publics. Regroupés dans une liste unique, ceux-ci n'ont obtenu qu'un pourcentage dérisoire — 2,8 % des voix — en ne se maintenant dans les entreprises qu'au prix de machinations grossières. Comme on pouvait s'y attendre, ce n'est cependant que de façon très imparfaite que la commission de contrôle nommée par le tribunal a pu remplir sa mission.

Les faits évoqués ci-dessus sont graves et le nouveau contexte plus subtil à base d'action psychologique dans lequel s'inscrivent désormais les relations sociales de Peugeot a paru suffisamment inquiétant à la commission « Informatique et libertés » pour qu'elle se saisisse de l'affaire des fichiers du personnel (le D.i.p.o. notamment) et décide d'entendre à ce sujet les organisations syndicales. ●

(1) Lors de la parution de cet ouvrage, en 1974, « l'Unité » en avait publié de larges extraits.

JUSTICE

Au risque de déplaire

Dans ce domaine particulièrement sensible qu'est la justice, la gauche a eu le courage d'appliquer son programme démocratique et humaniste, quitte à être mal comprise

PAR PAUL LEDUC

TENIR ses promesses. François Mitterrand n'a pas peu surpris en plaçant son septennat sous le signe du respect de ses engagements électoraux. Au point qu'ayant senti l'impact de cette nouveauté, une agence de publicité a pu mener, début septembre, une campagne assez réussie sur ce thème, illustrée par le strip-tease par voie d'affiches de la jeune Myriam. Parmi les causes de l'échec de Giscard, la multiplication des atteintes aux libertés, dont Alain Peyrefitte reste le symbole, joua un rôle non négligeable. En ce domaine, un changement radical de politique a été promis par celui qui devait l'emporter. Un premier bilan permet de mesurer le chemin parcouru.

S'il était un symbole pour marquer le refus de l'obscurantisme, de la loi du talion, de l'Etat ravalé au dernier rang de l'horreur et de l'infamie, c'était bien l'abolition de la peine de mort, ce crime d'Etat. Contrairement à certains leaders de droite, comme Giscard et Peyrefitte, qui se déclaraient personnellement hostiles à la peine capitale pour mieux la perpétuer, François Mitterrand accorda ses actes à ses propos, sans privilégier les arrière-pensées électoralistes chères à ses adversaires.

A peine installé à l'Elysée, le nouveau président grâcia le 25 mai un condamné à mort, Philippe Maurice. La peine capitale venait encore d'être prononcée à trois reprises par des cours d'assises les 21 et 22 mai. Même s'il ne fut appliqué « qu'à » trois reprises au cours du précédent septennat, le châtiment suprême connaissait depuis quelques mois un succès grandissant auprès des jurés. L'abolition de la peine de mort en première lecture par le Parlement marqua, à l'automne, un succès personnel du garde des Sceaux, Robert Badinter. Elle a remis la France à sa place parmi les nations civilisées où l'Etat ne réplique pas au meurtre par le meurtre. Pour autant, nul flot de sang n'envahit nos cités. N'en déplaise à Légitime défense, les statistiques de la criminalité démontrent une certaine constance des chiffres en ce domaine, guillotine ou pas.

La montée de la délinquance, amplifiée par une campagne politique de la droite sur le thème de l'insécurité, culminait avec le regain d'intérêt des cours d'assises pour la peine capitale. Elle s'est traduite aussi par une montée de la répression qui surpeupla les prisons. Avec 42 000 détenus pour 30 000 places, les centrales et les maisons d'arrêt, où jeunes délinquants et vrais truands s'entassaient dans les cellules, frôlaient en juin la révolte et l'explosion. Les grâces présidentielles des 14 juillet et 15 août et la loi d'amnistie du 4 août permirent de libérer 6 200 détenus purgeant des peines inférieures à 6 mois. Les oiseaux de mauvais augure annoncèrent aussitôt que, les loups étant lâchés, on allait assister à une montée en flèche des récidives. Là encore, rien de tel ne s'est produit, bien au contraire.

Parallèlement à la loi d'amnistie, l'abolition de la Cour de sûreté de l'Etat mit un terme au scandale que constituait cette juridiction d'exception employée à des fins politiques de plus en plus scandaleuses. Les autonomistes corses et les militants révolutionnaires sévèrement sanctionnés par cette Cour furent presque tous libérés. Les activistes d'Action directe, détenus dans le cadre de l'affaire de Condé-sur-Escaut, furent relâchés plus tard, après de longues grèves de la faim. Cette dernière décision fut diversement appréciée dans les rangs de la police où l'on ne tient pas le couple de leaders Rouillan-Ménigon pour des enfants de chœur.

Pour mettre en œuvre la nouvelle politique judiciaire « plus juste, plus humaine, plus efficace » qui lui est chère, Robert Badinter a constitué diverses commissions, chargées de préparer de nombreuses réformes. Avant même celle du code pénal, prévue pour la fin de cette année, la commission présidée par le professeur Jacques Léauté a préparé l'abrogation prochaine de la loi Peyrefitte, « Sécurité et liberté ». Ses grandes lignes : la mise en place de juges de la comparution, la limitation du recours aux procédures rapides, le renforcement des droits de la défense, la suppression des contrôles d'identité institutionnalisés et de la garde à vue de trois jours. Et le 15 décembre, exit la honteuse loi anti-casseurs.

S'il a le vif souci de mieux défendre les intérêts des victimes et prépare des dispositions en ce sens, le garde des Sceaux ne se désintéresse pas du sort de ceux qui ont fait un faux pas. C'est pourquoi il entend réduire la détention provisoire, développer les substituts aux courtes peines d'emprisonnement — ce facteur de récidive — et favoriser la réinsertion des condamnés. Le projet de suppression des Q.h.s. n'ira toutefois pas jusqu'à la disparition complète de la mise à l'isolement, maintenue pour une période de six mois renouvelables, des détenus dangereux ou très agités. Les gardiens de prison avaient émis de vives réserves sur ce projet de réforme. La Chancellerie en a tenu compte. Néanmoins, des dispositions, comme le projet de tribunaux d'exécution des peines, devraient réduire le champ de l'arbitraire derrière les murs carcéraux.

Le ministre de la Justice s'est heurté à un obstacle de taille : le projet de suppression des tribunaux permanents des forces armées (T.p.f.a.) a été repoussé par le Conseil d'Etat. Visiblement, l'armée supporte mal la remise en cause de la justice militaire et de la sécurité militaire, qui lui permettent de faire le ménage chez elle à l'abri des regards indiscrets. Les arguments avancés pour s'opposer à ces réformes ne peuvent cependant convaincre ceux qui considèrent que les T.p.f.a. sont à la justice ce que la musique militaire est à la musique.

D'autres décisions de taille, comme le refus des extraditions politiques, contraires à la vocation française de patrie des libertés, ou la suppression des discriminations à l'encontre des homosexuels ont fait couler beaucoup d'encre. Prenant à contre-pied les préjugés accumulés pendant les décennies où la droite régnait sans partage, la gauche a eu le courage d'appliquer son programme démocratique et humaniste, au risque d'être parfois mal comprise.

L'étendue du programme envisagé et l'importance du bilan déjà accompli suffisent à expliquer la satisfaction légitime des collaborateurs harassés du ministre. Pourtant, un long travail d'explication reste nécessaire pour faire accepter ces nouvelles orientations. La concertation tous azimuts engagée avec les avocats a pour le moment apaisé les craintes qui commençaient d'agiter les barreaux. Et si les magistrats restent un peu grognons, la constitution en cours d'une nouvelle association, soi-disant apolitique, dans ce corps indique assez que les deux syndicats de magistrats, aussi critiques soient-ils, ne voient pas en Badinter l'adversaire de la justice indépendante qu'ils rejetaient en Peyrefitte. Finalement, le seul point faible dans ce bilan, c'est encore le budget de la Justice. Même en progrès, il n'est toujours pas à la hauteur des ambitions de la Chancellerie. ●

HABITEZ UN VILLAGE des Pavillons de l'Atlantique

Autour de NANTES

1 - **NANTES** «Jules Verne»
2 - **NANTES** «La Gaudinière»
3 - **NANTES** «Moulin des Rochettes»
4 - **NANTES** «Batonnier Cholet»
5 - **NANTES** «Rue des Marsauderies»
5 - **ST HERBLAIN** «La Bergerie»
6 - **ST SEBASTIEN** «La Malnoue»
7 - **ST SEBASTIEN** «Les Violettes»
8 - **ST SEBASTIEN** «La Goulonnière»
9 - **ST SEBASTIEN** «Quartier St Jean»
10 - **COUERON** «Les Coquelicots»
11 - **COUERON** «Les Clos des Chênes»
12 - **COUERON** «Les Epinettes»
13 - **THOUARE** «La Morvandière»
14 - **STE LUCE** «Résidence Jules Verne»
15 - **BOUAYE** «La Mevelière»
16 - **BOUGUENAIS** «La Petite Vallée»
17 - **LE PELLERIN** «Hameau des Sports»
18 - **MAUVES** «Les Loquets»
19 - **VERTOU** «Les Pegers»

Autour de ST NAZAIRE

20 - **ST MARC** «Le Prazillon»
21 - **TRIGNAC** «La Pature de la Rie»
22 - **DONGES** «Trélagot»
23 - **PONTCHATEAU** «Le Clos des Granges»
24 - **ST GILDAS DES BOIS** «Les Sports»
25 - **ST PERE EN RETZ** «La Pinelots»
26 - **FROSSAY** «Les Couplonnières»
27 - **VUE** «La Boirie»

Autour de CHATEAUBRIANT

28 - **ISSE** «L'Arrentement»
29 - **MOISDON** «Les Ajoncs d'Or»
30 - **LOUISFERT** «La Jumelais»

Autour d'ANCENIS

31 - **ANCENIS** «Le Bois Jauni»
32 - **ANETZ** «Les 4 Chemins»
33 - **ST GEREON** «Les Hameaux de l'Ecochère»
34 - **TEILLE** «Village du Roscouët»

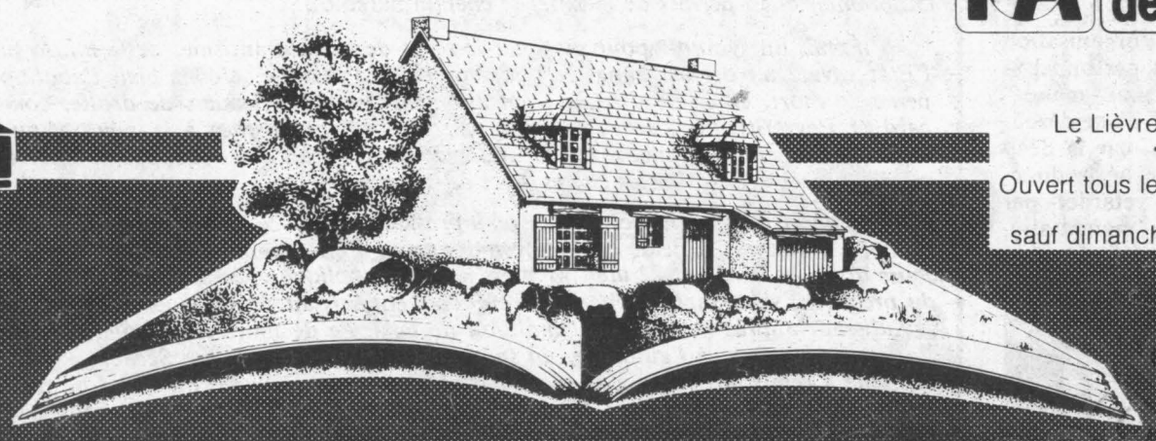
Autour de CLISSON

35 - **CLISSON** «Le Languenou»
36 - **ST HILAIRE DE CLISSON** «Les Sports»
37 - **MONTBERT** «Pont Bonnet»
38 - **ROCHESERVIERE** «Les Ajoncs»

Proche de la mer

39 - **PIRIAC** «Port au Loup»
40 - **LA TURBALLE** «Le Loc»
41 - **BATZ/MER** «Le Golf»
42 - **PREFAILLES** «Les Terres Blanches»
43 - **BOURGNEUF** «La Foliette»
44 - **ILE D'YEU** en projet
45 - **BERNERIE** en projet
46 - **LOCMARIAQUER** en projet

Membre du SMI



les Pavillons de l'Atlantique

Centre d'Exposition
Route de Vannes
Le Lièvreau - 44260 MALVILLE
TEL. (40) 89.92.44
Ouvert tous les jours de 9h à 12h et de 14h à 19h
sauf dimanche de 14h 30 à 18h 30

bon d'Information

Je désire recevoir
sans engagement de ma part
une documentation sur les villages
suivant : ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
_____
Tél. _____
Profession _____

A retourner :
Les Pavillons de l'Atlantique
BP n° 5 Route de Vannes
44260 MALVILLE

NIS 48 16 51

SANEF

SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE A BUT NON LUCRATIF

Un outil indispensable au développement des régions du Nord et de l'Est de la France

SANEF : 41 bis, avenue Bosquet
75007 Paris - Tél. 550.32.29

en service : 436 km

A1 Roissy-en-France–Fresnes-lès-Montauban

A2 Combles–Hordain

A26 Arras–Saint-Omer

A4 - A32 - A34 Metz–Strasbourg

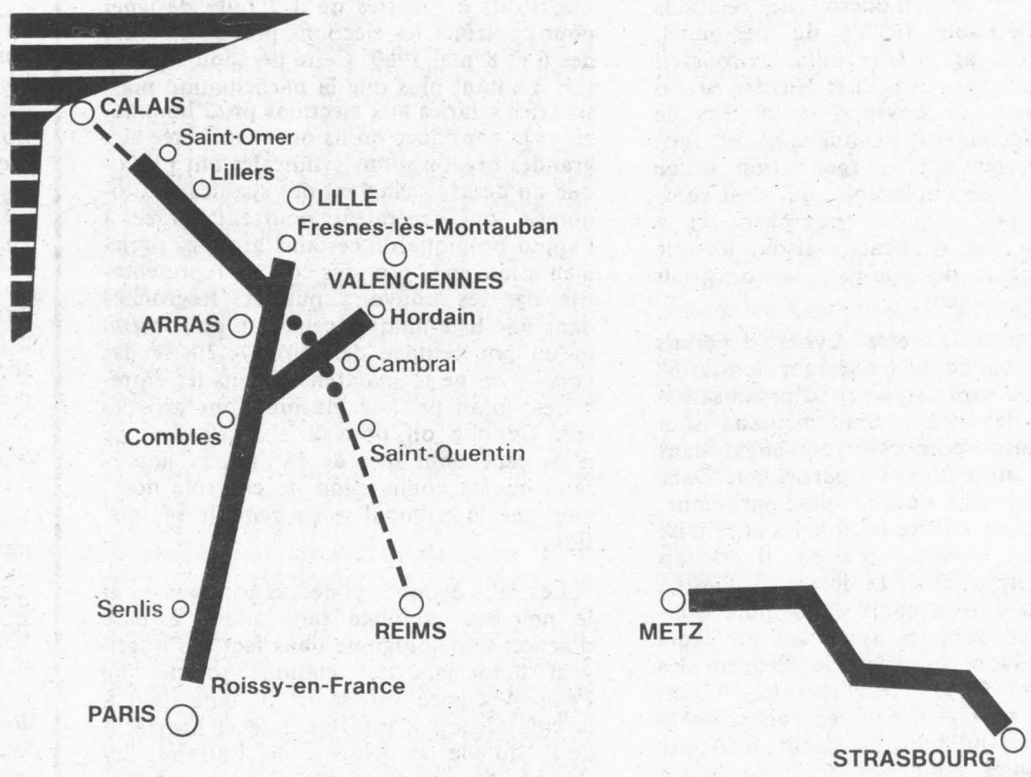
en construction : 36 km

A26 Arras–Cambrai-sud

en projet : 156 km

A26 Saint-Omer–Calais

A26 Cambrai-sud–Reims



Politique au jour le jour

Pastiche : du pain pour notre caviar

Le samedi 2 janvier, la « Pravda » attaque. Reprenant le thème de « Tout va très bien, madame la Marquise », l'organe officiel du P.c. soviétique écrit : « Il y a deux millions de chômeurs en France, mais tout ira très bien l'an prochain. »... « Beaucoup de clochards souffrent du froid et de la neige, mais tout va très bien. » Ce numéro de la « Pravda » est introuvable, seuls des extraits nous sont parvenus de Moscou. Nous complétons donc nous-mêmes ces lacunes.

Force nous est de le constater : le camarade Youri Joukok s'est trompé. Il a cru, il l'a écrit ici même, il y a deux mois, que « les forces de gauche arrivées au pouvoir en France » frayeraient « une voie nouvelle vers le changement ». Sans doute a-t-il été abusé par une certaine propagande. Sûrement, il fera son auto-critique, et tirera les enseignements de ce que nous voyons aujourd'hui dans ce pays où les quelques ministres communistes ne peuvent empêcher le gouvernement de s'engager dans la voie de la social-démocratie, voire, bientôt, de la trahison.

Nous avons tous été abusés. L'heure est venue de dire la vérité.

La vérité, c'est que la télévision française consacre aux événements de Pologne vingt-quatre minutes sur un journal de trente minutes ! Une lectrice de « l'Humanité » l'a écrit au journal de son parti. Certains, heureusement, veillent... Il paraît, et son témoignage ne peut être mis en doute, que la télévision française évoque, avec une complaisance sans nom, les « horreurs » de la Pologne. Toute la presse française est d'ailleurs à l'unisson : elle insiste — à des fins politiques partisanes — sur des arrestations de syndicalistes, oubliant volontiers que les internés, extrémistes de Solidarité ou d'organisations illégales, menaçaient la paix du peuple polonais.

Les Français seraient plus avisés de regarder ce qui se passe chez eux. Je reviens de Paris. Les commentateurs mal intentionnés parlent beaucoup moins des inondations qui ravagent leur pays, des milliers de métallos de Creusot-Loire, à Chalon, qui ont vu l'eau monter jusqu'à 0,70 m dans leur usine. Pendant que d'autres se gobergeaient de caviar, ils ont « fêté » Noël les pieds dans l'eau. J'ai regardé la télévision : on a montré, il est vrai, quelques inondations. Dans les beaux quartiers, n'est-ce pas Aragon ? Pas chez les ouvriers.

A-t-on parlé du froid, de la neige qui est tombée un jour ou deux, et des clochards qui ont souffert, dans la rue ? Il paraît que les cars de police les ramassent le soir. Propagande ! Ils ont faim, et personne ne s'en soucie.

Beaucoup de Français ont faim d'ailleurs. Ils font la queue devant les magasins d'alimentations. J'ai pu le constater à plusieurs reprises. Les veilles de réveillon en particulier. Ils étaient nombreux à attendre patiemment, emmitouflés dans de méchantes fourrures, devant chez Hédiard. Devant chez Fauchon aussi. Les malheureux qui avaient pu être servis ressortaient avec de minuscules paquets : c'est le rationnement. Cela, la télévision se garde bien de l'évoquer. Elle parle de la famine en Pologne, où l'on a pourtant rouvert des magasins pour le Noël des Polonais. Je pose la question : sans Hédiard, sans Fauchon, les Français auraient-il mangé ? Et je constate : l'initiative privée a suppléé aux défaillances d'un Etat qui chante : « Tout va très bien madame la Marquise. »

Les Français ont pris la Bastille en 1789. Ils demandaient du pain, et on leur a offert de la brioche. Le bruit court que, sous l'effet de la famine, ils envisagent de prendre l'Elysée. Je n'en dirai pas plus. Car il n'est pas dans nos habitudes, à nous démocrates socialistes, de nous ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays.

Michaela KESPIKAIA
Envoyée spéciale de
la « Pravda ».
(alias Michèle Kespi).

Supplique pour que l'Art ne soit pas enterré au Centre culturel du Marais

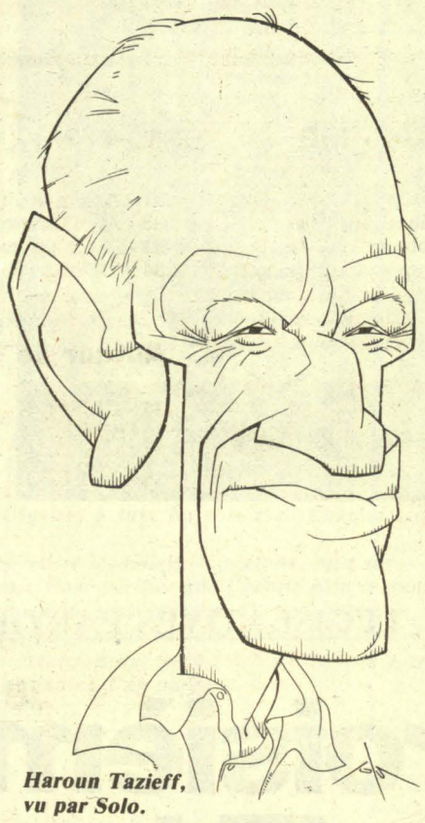
Peut-être plus que deux jours... Deux jours pour la création, l'art, l'invention. C'est peu. C'est sans doute le délai qui demeure au Centre culturel du Marais si la décision de fermeture, prévue pour le 10 janvier, n'est pas enrayée d'ici là.

Une sombre histoire d'argent, de déficit. On connaît l'affaire (voir « l'Unité » n° 443). Mais la création a-t-elle jamais été rentable ? Et ne convient-il pas, au lieu de décapiter, de rouvrir les dossiers ? Un comité de soutien au Centre culturel du Marais, fort de plus de 30 000 signatures parmi lesquelles des conservateurs de musées du monde entier, des artistes (Velikovic, Xenakis, Patrice Chéreau), de nombreuses galeries et beaucoup d'écrivains, a fait savoir que le sort de Jacqueline et Maurice Guillaud, le sort du Centre, c'était le sort de l'art en France.

D'abord sur le bureau du ministre de la Culture, le « dossier Marais » est passé, à l'heure actuelle, à l'Elysée. L'exposition en cours, « Turner en France », connaît un énorme succès — le plus gros du centre à ce jour. La stopper signifierait également priver un nombre important de visiteurs de venir jouir d'une promenade unique parmi la peinture du siècle dernier. Alors, si on essayait la conciliation, le dernier espoir ? Si le Centre pouvait — et ce serait un bénéfice monétaire à prendre en considération — poursuivre son « Turner » au moins jusqu'à la fin de janvier ? Un mois pour l'art. C'est déjà mieux que deux jours. Mais il faudrait espérer plus.

Inondations : prévenir plutôt que guérir

« La Garonne qui déborde à Noël recommencera deux fois en janvier. » Espérons que la météo démentira ce dicton paysan... Le bilan des inondations exceptionnelles qui ont frappé le Sud-Ouest et la Bourgogne est déjà extrêmement lourd. Les premiers inventaires établis ont fait état de 71 communes inondées en Saône-et-Loire,



Haroun Tazieff, vu par Solo.

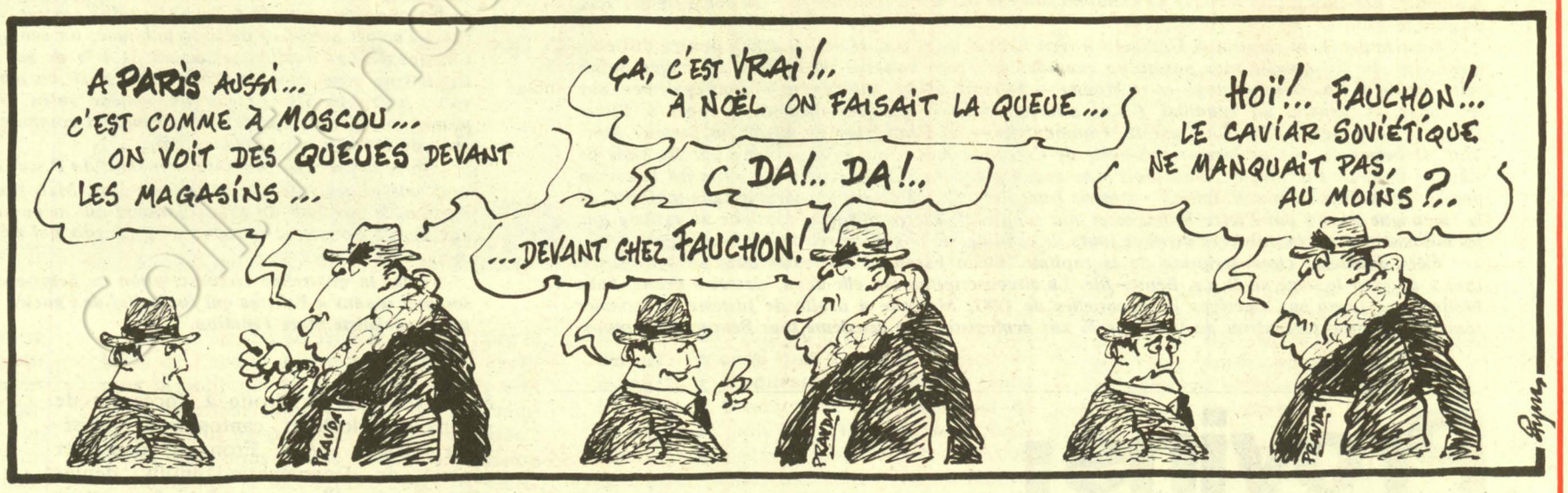
150 en Gironde, une centaine dans le Lot-et-Garonne et les Landes. Au total près de 50 000 hectares submergés. Dans la région de Mâcon, au lendemain de Noël, on recensait 2 000 salariés mis au chômage technique — plus d'une soixantaine d'entreprises étant inondées — 3 000 personnes privées de téléphone, 3 000 sans chauffage, 60 km de routes submergées... Et en Aquitaine le bilan provisoire se chiffre déjà à 360 millions de francs de dégâts — dont 145 pour l'agriculture. « Il faudra faire vite, la solidarité nationale doit jouer à plein », a déclaré François Mitterrand qui s'est rendu dans les deux régions sinistrées le 26 décembre. Deux cents millions de francs ont été débloqués par le gouvernement et une mission interministérielle chargée du dossier a été créée. Avec la décrue, vient le temps des interrogations. Les secours, organisés par la direction de la sécurité civile, ont, semble-t-il, bien fonctionné — même si l'alerte n'a pas toujours été assez rapide, dans le Lot-et-Garonne par exemple : le plan Orsec prévoit que l'on prévienne les communes par ordre alphabétique. Résultat, Tonneins qui se situe en amont a été prévenue bien après Marmande !

L'indemnisation des sinistrés pose aussi un problème. Même si elle est suivie d'une rallonge l'enveloppe de 200 millions de francs débloquée par le gouvernement ne couvrira pas plus du quart des dégâts. Raison de plus pour que les indemnités soient données à bon escient... Les sociétés d'assurances pour leur part, sous la pression du ministre des Finances, ont accepté de participer à la solidarité nationale : elles indemnisent les automobilistes pour la perte de leur véhicule... alors que le dégât par inondation est expressément exclu de tous les contrats d'assurance. Mais jusqu'où faudra-t-il faire jouer la solidarité nationale ? Doit-elle jouer pour tel restaurant situé sur la Garonne, régulièrement inondé chaque année, mais qui, cette fois-ci, a réalisé d'excellentes affaires grâce à l'afflux des sauveteurs reçus au deuxième étage du restaurant resté à l'abri des eaux ? Doit-elle jouer pour tels agriculteurs, situés en zone inondable, qui ont délibérément rasé les talus de protection pour augmenter la surface cultivable ? Doit-elle jouer pour tel particulier qui a obtenu une dérogation au plan d'occupation des sols afin de construire en zone inondable ?

Actuellement aucune législation ne réglemente les secours et indemnités en cas de catastrophes naturelles. Le Parti socialiste a déposé une proposition de loi pour organiser la solidarité nationale dans ces circonstances. Au Commissariat à la prévention et à l'étude des risques naturels confié à Haroun Tazieff, on étudie l'hypothèse d'une « zonation des risques » : « Il y a trois cas de figure, explique Renaud Vié Le Sage, directeur du Commissariat. Là où les vies humaines peuvent être menacées, on interdit tout équipement. Là où les biens matériels sont très menacés, les gens pourraient s'installer mais à leurs risques et périls en cas de dégâts. Dans les zones où les risques sont modérés en revanche, il y aurait lieu de faire jouer la solidarité nationale à plein en cas de pépin... » En somme, les risques « inconsidérés » pris par les particuliers ou les entreprises ne pourraient pas prétendre bénéficier de la solidarité nationale. D'autant que les risques en question peuvent être fort lucratifs : tel restaurateur installé avec une terrasse au bord de la Saône sait fort bien qu'il sera inondé chaque année... mais il tire de substantiels bénéfices de la situation les pieds dans l'eau... Est-il normal qu'il recourre à la collectivité publique en cas de dommages ? Mais au-delà des secours ponctuels qui sont du ressort de la Sécurité civile et de l'indemnisation qui est l'affaire du gouvernement, le rôle du Commissariat aux risques naturels est de réfléchir aux moyens de limiter les dégâts. » C'est un travail à long terme, affirme Haroun Tazieff, or le long terme n'intéressait pas les gestionnaires que nous avons eus pendant 23 ans. Ils ne raisonnaient qu'en termes de rentabilité rapide du capital investi. Du coup, ils ont fait le minimum en matière de protection contre les inondations et rien du tout contre les séismes ou les avalanches exceptionnelles. Et ils ont toléré que l'on construise dans les zones très menacées. C'est l'opposé d'une conception socialiste. Et pourtant quand on fait le bilan des dégâts, on s'aperçoit qu'il est plus économe de prévenir que de guérir : chaque année, les crues de la Garonne coûtent 15 millions de francs de dégâts, sans même parler des inondations exceptionnelles ! Il faudra donc construire des ouvrages, des digues et surtout faire respecter les interdictions de construire dans certaines zones... »

Marie-José BERNARDOT

Les entretiens du jeudi reprendront le 14 janvier salle Marie-Thérèse Eyquem 10 rue de Solférino 75007 Paris Le programme du trimestre paraîtra dans « l'Unité »



L'étoile du berger avait, en passant, accroché une boule de gui au plafond des illusions.

On allait pouvoir s'embrasser à boule que veux-tu. La fable était belle. Ce fut d'abord le savetier et le financier puis le lièvre et la tortue, le corbeau et le renard, la grenouille et le bœuf, le loup et l'agneau, l'huître et les plaideurs.

L'enfant, ravi, assistait à ces rendez-vous d'embrassade « Bonne année, bonne santé et tout ça et tout ça ».

Et puis voilà le pot de terre qui s'approche à son tour ; c'était de la bonne vieille terre qui en avait vu de toutes les couleurs depuis qu'elle bourlinguait à travers le cosmos, de la terre qui colle aux semelles des hommes de bonne volonté. Face à lui s'avance le pot de fer, blindé, bardé, casqué, armé d'un canon à longue portée, tracté par d'énormes chenilles qui arrachent le sol sur son passage.

L'enfant retient son souffle. « C'est une affaire intérieure » murmure le père qui cheyssonisait à ses heures. Sous la boule de gui, le pot de fer et le pot de terre sont bientôt face à face ; le long fût du canon maintient l'étreinte à distance.

« Bonne année, bonne santé » dit le pot de terre. « Et le paradis soviétique jusqu'à la fin de tes jours » ajoute le pot de fer.

Saint Sylvestre lui-même en frémit. La gueule du canon se fend d'un sourire « on s'embrasse ? »

Le baiser à la russe est goulu, le pot de terre est bien placé pour le savoir, il va des lèvres à la coupe et le sourire ne repousse plus sur son passage.

La lourde masse s'ébranle, l'union épanouie des républiques soviétiques écrase de sa tendresse le petit pot de terre.

L'enfant s'est caché derrière un point d'exclamation, il s'est bouché les oreilles, il n'a pas entendu crier la terre, il s'est refugié dans les bras de son père.

Un homme de paille, d'un coup de balai, a nettoyé la scène et d'autres affections prennent aussitôt la place.

On s'embrasse sous le gui ; le fric et le troc, l'intérêt et le capital, le profit et l'oubli ; puis ce fut enfin le tour des braves gens et cela prit du temps car ils s'embrassaient cinq fois selon la tradition du Perche ou du Limousin. L'air résonnait des claquements de bisous.



DIPAPACÉQUOI

L'embrassade

par Piem

Quand tout le monde se fut embrassé, le grand monde, le beau monde, le demi-monde, le tiers monde, le quart monde et le monde à l'envers, l'enfant décrocha la boule de gui, il pensait au pot de terre et décida ce jour-là qu'il n'aimait pas, mais vraiment pas ce premier janvier 82.



Pierre Dabezies.



Stelio Farandjis.

Pascal Lebrun



Annette Chépy-Léger.



Marc Fromion.

LEGISLATIVES PARTIELLES

Le troisième tour du 17 janvier

PAR EMMANUELE PLAS

APRÈS les décisions d'invalidation prononcées par le Conseil constitutionnel, les deuxième et douzième circonscriptions de Paris, la troisième circonscription de la Marne et la quatrième circonscription de Seine-et-Marne voteront le 17 janvier pour élire un député.

Dans la deuxième circonscription de la capitale, c'est le gaulliste de gauche, apparenté au groupe socialiste de l'Assemblée, Pierre Dabezies, qui devra retrouver le siège qu'il avait arraché — l'écart était de 57 voix — au giscardien Dominati. Cette circonscription fut longtemps considérée de droite puisqu'elle avait donné, au premier tour des élections législatives de 1978, 52,5 % aux candidats de l'ancienne majorité et qu'au deuxième tour le candidat communiste ne réunissait que 41,6 % des suffrages. Mais une circonscription hésitante aussi, disent les spécialistes : en 1977, le socialiste Georges Dayan y remportait avec sa liste — dont faisait partie Pierre Dabezies — les élections municipales. Au premier tour des élections présidentielles, la droite faisait le score de 51,1 %. Mais Chirac arrivait avant Giscard. Retournement, le 10 mai : François Mitterrand était en tête. Une fraction plus importante que d'habitude de la communauté israélite avait voté pour le candidat socialiste, remarquèrent les observateurs. Au premier tour des élections législatives qui suivirent, Dominati réunissait 44,9 % des suffrages, le candidat écologiste 3,6 %. La gauche, au premier tour, obtenait 51,1 % des voix. Un score que Pierre Dabezies retrouvait exactement le 21 juin. Les voix écologistes ont-elles toutes manqué au candidat soutenu par le Parti socialiste ? Ou peut-être des voix de gauche ?

Pour le prochain scrutin, si Dominati a reçu l'appui du R.p.r. et de l'U.d.f. il pourra difficilement être élu au premier tour puisqu'un candidat du Front national est en lice. De même qu'un candidat du P.f.n. Deux écologistes et Mouna — folklore oblige, sans doute — sont également sur les rangs. A gauche un candidat P.s.u. pourrait enlever quelques dizaines de voix à Pierre Dabezies — soutenu, cette fois, par les communistes — et l'empêcher de passer au premier tour. Mais Dabezies qui est également conseiller de l'arrondissement est aussi soutenu par les amis de Chaban-Delmas. Par ailleurs, huit mois sans aucun mandat électoral représente un lourd handicap pour le giscardien Dominati, ancien « Algérie française » face à un député sortant de la majorité. Si la campagne menée par Pierre Dabezies et son suppléant, Pierre Shapira, continue au rythme que les militants lui ont impulsé ces derniers jours, le candidat de la gauche retrouvera son siège.

Côté douzième circonscription de la capitale, Stelio Farandjis va tenter pour ce « troisième tour » de ravir le siège au R.p.r. Bénouville. La circonscription est, elle aussi, classée à droite. Sans hésitation... jusqu'aux élections présidentielles de 1981. Majorité à droite de justesse au premier tour des élections législatives de 1978, 6,4 % aux écologistes. Au deuxième tour Bénouville l'emportait avec 54,1 % contre Stelio Farandjis. Les écologistes avaient donné leurs voix à la droite — phénomène qu'on retrouve en 1978 dans la plupart des circonscriptions parisiennes. La droite était encore majoritaire (51,2 %) au premier tour des élections présidentielles, mais au deuxième tour François Mitterrand l'emportait avec 52 %. Les voix chiraquiennes s'étaient mal reportées sur Giscard. En juin, Bénouville remportait quand même les élections, au deuxième tour avec 50,1 % des voix. Cinquante-quatre voix seulement le séparaient de Farandjis. Mais pour le prochain scrutin tout se jouera sur la participation. Si, comme il semble, après l'active campagne qu'il mène, Stelio Farandjis mobilise bien l'électorat de gauche dont il est au premier tour le seul représentant, la victoire est fort possible. D'autant qu'il sera difficile au candidat de « Jours de France » — et malgré ses énormes moyens financiers — d'être élu au premier tour puisqu'un candidat d'extrême droite est entré dans l'arène. La défaite de Bénouville serait en tout cas, après les échecs de bon nombre de ses candidats au mois de juin 1981, une véritable catastrophe pour la droite parisienne.

Annette Chépy-Léger, la plus jeune femme de l'Assemblée nationale, se bat aussi pour retrouver son siège de la Marne. Elle n'a pas face à elle le même adversaire qu'au mois de juin 1981. L'ancien député sortant R.p.r. est, cette fois, le suppléant de son ex-suppléant. Une combinaison qui n'a pas toujours fait ses preuves, estiment les spécialistes. La troisième circonscription de la Marne est une circonscription qui vote traditionnellement à droite. En 1978, le total des voix de droite était au premier tour de 48,4 %. 3,5 % des voix étaient allées au candidat écologiste. Mais au deuxième tour, face au candidat communiste, le R.p.r. rassemblait 54,7 % des suffrages. Pour les élections présidentielles, les candidats de droite obtenaient 51,2 % des voix et au deuxième tour Giscard l'emportait avec 50,6 %. Si les villes comme Vitry-le-François ou Châlons donnaient la majorité à l'actuel président de la République, un canton rural, comme Givry-en-Argonne (« la Vendée Champenoise ») donnait seulement 31,4 % de ses suffrages à François Mitterrand. Aux élections législatives, cependant, la droite locale avait du mal à mobiliser et totalisait le 14 juin 47,5 % des voix : on retrouvait le même phénomène qu'en 1978. Mais cette fois Annette Chépy-Léger étant passée au premier tour devant le candidat communiste, la candidate socialiste l'emportait à l'arraché : de 256 voix sur 67 000 votants.

Pour le prochain scrutin le candidat du P.s.u. et le candidat écologiste, également en lice, peuvent enlever des voix à la député sortante. Mais son principal adversaire R.p.r. n'a-t-il pas à craindre, lui, le candidat du Front national qui mène une campagne sur des thèmes presque identiques aux siens ? Et surtout retrouvera-t-il les voix qui s'étaient portées sur l'ex-député R.p.r. ? Rien n'est moins sûr.

Dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne, on vote aussi le 17 janvier. Nous nous sommes rendus à Provins qui fut le fief de l'ancien garde des Sceaux de Giscard, battu en juin 1981 par le socialiste Marc Fromion.

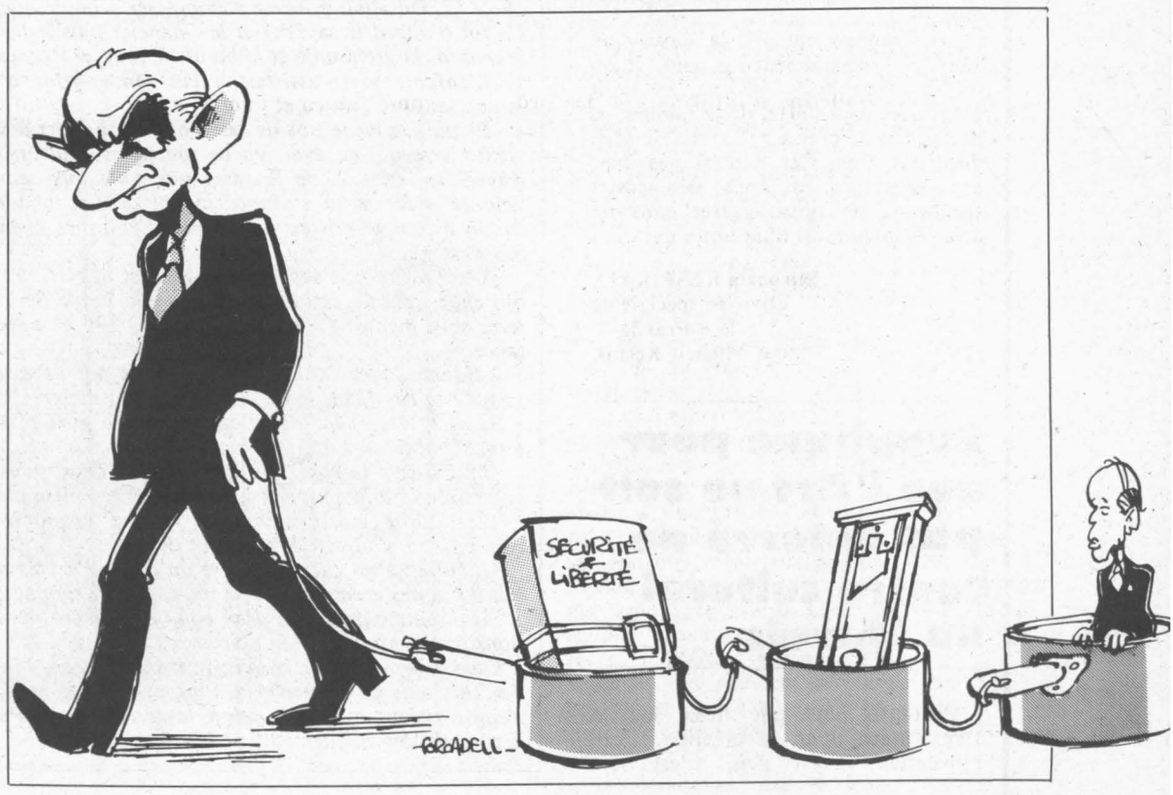
Provins : le militant contre l'académicien

PAR EMMANUELE PLAS

(de notre envoyée spéciale à Provins)

« JE suis optimiste car je sais que les gens ont le souci d'élire à l'Assemblée un homme qui incarne le changement », affirme Marc Fromion, député (P.s.) invalidé de la 4e circonscription de Seine-et-Marne. Après la décision du Conseil constitutionnel, le « tombeur » de Peyrefitte va, en effet, se retrouver devant ses électeurs, le 17 janvier. Avec, en face de lui, bien sûr, Alain Peyrefitte. Le maire de Provins étant bien décidé à profiter de ce « troisième tour » pour prendre sa revanche sur « les socialo-communistes ».

Dès le 4 décembre, date où a été connue la décision du Conseil constitutionnel, le promoteur de la défunte loi « Sécurité et liberté » n'a ménagé ni sa peine ni son argent : des affiches souhaitant la bonne année à ses électeurs ont été placardées sur tous les panneaux publicitaires disponibles et deux numéros d'un journal électoral ont déjà été distribués à tout un chacun dans la circonscription. Il est bien rare qu'un jour passe sans que la photo du maire de Provins n'illustre une ou plusieurs pages de l'édition locale du « Parisien libéré » ou de la « République de Seine-et-Marne ». Ce forçat de la coupe de rubans a d'ailleurs trouvé un supporter en la personne du très giscardien Etienne Mougeotte, installé à Vimpelles, une petite commune du canton de Donnemarie-Dontilly, qui pourrait bien être investi par la droite à l'occasion de prochaines élections cantonales. Précisément contre... Marc Fromion, conseiller général de Donnemarie-Dontilly depuis 1979. Quoi qu'il en soit, Peyrefitte est, à l'occasion de cette élection législative partielle, le candidat unique de la droite. Ou presque. Puisque un candidat du Front national risque de lui ravir des voix. Et que les gaullistes, en la personne de Maurice Mattais au nom de l'Union républicaine et gaulliste, rappelleront au « candidat giscardien Peyrefitte » que le bilan de sa carrière politique ne s'arrête par à l'époque où il



« L'Unité » n° 450

fut ministre du général. Un autre aspect de la campagne de ce gaulliste de gauche — soutenu par Jacques Blache, secrétaire de la Fédération des gaullistes de progrès et maire adjoint de Montereau — risque aussi de faire perdre son sang-froid à « l'ami » de Robert Boulin. Car le fils de l'ancien ministre fait campagne à côté de Mattais contre Peyrefitte. En mémoire de son père. « Une élection symbole » ont dit de ce prochain scrutin beaucoup d'observateurs politiques, une élection symbole de morale, aussi, semble-t-il. Pour l'heure Peyrefitte parcourt sa circonscription et multiplie les réunions tout particulièrement en zone rurale. Mais même dans ces cantons où l'ancien garde des Sceaux a fait au mois de juin dernier ses meilleurs scores, les maires qui ne savaient rien lui refuser jusque-là hésitent aujourd'hui à ouvrir leurs mairies.

Provins, le 4 janvier, s'éveillait à peine de la période des fêtes. C'est ce jour-là que les socialistes avaient décidé de commencer leur campagne. Une campagne qu'ils ont voulu courte, à l'inverse de leur adversaire : « Parce que nous pensons que les gens sont lassés des campagnes électorales, estime Jean Lubet, adjoint au maire de Montereau et suppléant de Marc Fromion. Les habitants du canton de Donnemarie-Dontilly, par exemple, sont en passe de battre le record de Seine-et-Marne, et peut-être le record de France de la fréquentation des urnes. En trois ans, de 1979 à 1982, ils vont être en effet consultés pour la onzième fois !

A l'inverse de son adversaire, le candidat de la gauche mène, comme à son habitude, une campagne de militant. Les socialistes de la circonscription sont à nouveau sur la brèche : collages d'affiches, distributions de tracts, avec l'aide des relais syndicaux dans les entreprises. Pour Marc Fromion, ce « troisième tour » est d'ailleurs une

L'as-tu vue la galette du général ?

EVENEMENT journalistique considérable : l'hebdomadaire à l'eau de rose « Jours de France » a enfin obtenu cette semaine une interview exclusive de son propre directeur ! Pourtant, le général Pierre de Bénouville n'est pas à la veille de convoler avec une princesse de Wurtemberg et son caniche n'a pas non plus gagné le grand concours canin de Monte-Carlo.

Non, tout simplement, le bras droit de Marcel Dassault, après l'annulation de son élection avec 48 voix d'avance seulement sur le socialiste Stelio Farandjis, veut redevenir député du XIIe et il explique pourquoi...

Ou plutôt, il fait expliquer pourquoi par une journaliste complice et complaisante qui est tombée en pâmoison avant d'avoir pu arracher une seule parole à l'auguste candidat. Car le prodige de cet entretien-fantôme, c'est que le questionné n'y dit mot !

Mais si le général est muet, il y a quelque répondant. Faute des arguments politiques chers à la démocratie, il déploie sur le terrain une artillerie qui relève plutôt d'une ploutocratie cynique que l'on espérait révolue.

La bataille est trop serrée pour qu'il suffise de distribuer gratuitement et en masse l'élogieux hebdomadaire susnommé. On a donc étoffé l'habituel colis de Noël aux personnes âgées : superbe boîte de chocolats, café, conserves variées mais pas de foie gras, non, çà c'est une légende, faut pas rêver ma chère, y'a tout de même des limites — de classe — à la gourmandise !

Dans le quartier, des professionnels en camionnettes tournent, collent et recollent 24 heures sur 24. « Des affiches placardées à 1 heure du matin, raconte un militant socialiste, sont recouvertes avant 6 heures ! »

Pourtant, le fin du fin, c'est pour le 12, cinq jours avant le premier tour. Trois mille enfants sont invités à tirer les rois avec Chantal Goya à l'ancienne gare de la Bastille.

J'ai deux enfants. Je cours retirer les billets — gratuits, bien sûr — à la permanence, rue de Madagascar. Pour vérifier que j'habite bien le quartier, on me demande mes papiers, on note mon identité. Du joli ! Ensuite, mon fils n'a pas droit à une place : il a plus de dix ans, le pauvre. Par contre, moi, j'en ai une. Je réussis à extorquer cet aveu : « Nous tenons à ce que les petits soient accompagnés au moins d'un parent... »

C'est malin, mon général ! (*).

Qui disait, déjà : « Quand j'entends parler de suffrage universel, je sors mon carnet de chèques » ?

CATHODE

(*) Il n'aura pas le plaisir de voter pour lui-même. Il est inscrit, sous le n° 46, à la Richardais (Ille-et-Vilaine).





Pascal Lebrun

Le député sortant devant le panorama de Provins.

perte de temps dans le travail parlementaire qu'il accomplit « depuis huit mois et pour cinq ans ». Et nombre de ses supporters considèrent volontiers la décision du Conseil constitutionnel comme une décision politique : « Regardez la composition du conseil et vous comprendrez », répondent-ils laconiquement. Ils assurent aussi que la population ressent très mal cette invalidation et dénoncent avec force les mensonges de Peyrefitte. Alors que le scrutin du 21 juin 1981 a été annulé parce que le samedi 20 juin « France-Inter et les trois chaînes nationales de télévision ont diffusé dans leurs bulletins d'information des propos tenus la veille à Provins au cours d'une réunion électorale et comportant une mise en cause personnelle de M. Alain Peyrefitte sans que celui-ci puisse répondre par un moyen de diffusion ayant la même audience », l'ancien garde des Sceaux de Giscard clame dans son journal électoral qu'il y a eu douze irrégularités dans l'élection de juin. Mais il oublie de dire que c'est lui, accompagné de quatre cents de ses partisans, qui avait empêché Pierre Mauroy de prendre la parole à ce meeting organisé par le Parti socialiste. Ne clame-t-il pas aussi que « l'inquiétude grandit » et que bientôt ce sera carrément l'Apocalypse. Cependant beaucoup se souviennent, ici, que Peyrefitte avait déjà promis le chaos, aux dernières élections cantonales, si le conseil général de Seine-et-Marne basculait à gauche. Ce qui s'est passé. Le chaos n'est pas venu, on se demande bien pourquoi viendrait l'apocalypse. Trop c'est trop et ces arguments du Nostradamus du quai de Conti sont de moins en moins pris au sérieux.

Face à cela, les socialistes veulent faire le bilan de l'action gouvernementale et expliquer la politique du gouvernement. Ils sont aidés dans leur campagne par le Parti communiste qui ne présente pas de candidat : « Dès que nous avons connu la décision d'annulation, assure André Sevestre, secrétaire de la section communiste de Provins, avant même qu'une décision ait été prise par notre parti à l'échelon fédéral et national, nous avons sorti un tract pour dire que notre candidat était Marc Fromion. » Les communistes vont à la bataille avec leur propre matériel de propagande mais un grand meeting commun a été organisé, le 7 janvier, à Montereau, avec Pierre Mauroy et Charles Fitermann. Le même jour le Premier ministre signera un contrat de solidarité avec la mairie de Montereau. C'est Lionel Josin qui clôturera la campagne, à Provins. Entre-temps, Louis Mermaz, Joseph Franceschi et Michel Jobert apporteront leur soutien à Marc Fromion.

Renvoyer Peyrefitte à ses chères études

Mais entre Yonne et Voulzie, chacun s'accorde à dire que le scrutin sera serré et que le succès de Marc Fromion dépendra beaucoup de la mobilisation de l'électorat communiste. Jean Valentin, conseiller général (P.c.) de Provins ne doute pas, lui, de cette mobilisation : « Nous ne voulons pas permettre à Peyrefitte de prendre sa revanche. » Il faudrait, en tout cas, que les communistes retrouvent les 17 % des voix que leur candidat José Alvarez, maire de Montereau, avait réuni au premier tour, en juin dernier. Et aussi que toutes les voix communistes se retrouvent, le 17 janvier, sur la candidature Fromion, ce qui n'avait pas été le cas, le 21 juin 1981, notamment à Montereau. Socialistes et communistes s'accordent pour penser que cette fois, les reports se feront mieux : « Il y a maintenant des ministres communistes au gouvernement, les réticences se sont estompées et les électeurs communistes savent bien que si Peyrefitte est battu, la droite sera complètement battue au plan départemental », remarque Fromion.

Dans cette circonscription qui compte soixante-quinze mille inscrits — la plus grosse circonscription du département — cinq cantons sur huit votent à droite. Seules les villes, Montereau, Nangis et Provins pourront apporter un supplément de nouveaux suffrages au candidat de la gauche. Les villes et leur population ouvrière — qui a été parmi les premiers bénéficiaires du changement. Mais tout dépendra aussi de la participation : on vote en général plus dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Aussi, même si cette semaine, ils fourbissaient encore leurs armes, les deux principaux candidats vont tenter de mobiliser au maximum leur électorat.

Un candidat écologiste inquiète un peu les socialistes, d'autant qu'on est, dans cette région de Seine-et-Marne, à proximité de la centrale de Nogent. Même si la mobilisation des antinucléaires n'a jamais été très importante, ici : « Ce sont des voix que je perdrai au premier tour mais que je retrouverai au second, dit le candidat socialiste. Les gens savent bien que je suis intervenu à l'Assemblée pour dire que Nogent me semblait une erreur au plan écologique comme au plan géograhique. Je fais d'ailleurs partie du Comité de surveillance de cette centrale et je veux souligner, dans ma campagne, que nous n'avons retenu que deux tranches sur les quatres prévues par le gouvernement précédent. »

Quoi qu'il en soit, Marc Fromion est député sortant, député de la majorité, deux atouts qui devraient aussi lui permettre de renvoyer, une fois pour toutes, l'académicien Peyrefitte à sa chère littérature. ●

SOCIETE FRANCAISE DE TRANSPORTS ET DE NETTOIEMENT

"SOF.TRA.NET"

- *Collecte des ordures ménagères et déchets industriels*
- *Exploitation de stations de transfert et usines d'incinération*
- *Location de containers*
- *Location de matériel de transports et bennes de manutention pour l'Agriculture.*

Siège social : Chemin des Boulangers - B.P. N° 14 - 78530 BUC **Tél. : 956.22.27**

Succursales : BOBIGNY (93) - ETAMPES (91) - TRIEL S/SEINE (78) - HALLUIN (59) - LECTOURE (32) - LA MOLE (83) - MARSEILLE (13).

26 - 755

Politique internationale au fil des jours

Turquie : le cri des torturés

On se souvient de l'étrange silence complice de nombre de démocraties occidentales qui avait suivi le putsch militaire turc de septembre 1980. Selon les bonnes âmes de l'époque les militaires turcs n'avaient pris le pouvoir que pour mieux assurer le retour à la démocratie, gangrenée alors par les terrorismes.

Ils disent toujours ça... au début. Aujourd'hui, dans le camp occidental, les oreilles s'ouvrent davantage aux cris des torturés. Tous les partis politiques ont été interdits et il y aurait dans le pays près de 90 000 prisonniers politiques.

Septembre 1980... Quand ils s'emparent du pouvoir le pays est à feu et à sang. Les assassinats politiques succèdent, jour après jour, aux assassinats politiques. Le pouvoir militaire semble, en effet, avoir mis fin aujourd'hui aux terrorismes. Mais à quel prix — et sous quelles justifications ! L'arithmétique plaît aux militaires : « un coup à gauche, un coup à droite », se justifient-ils malaisement. Car, en effet le terrorisme turc, le terrorisme de masse, était d'abord et largement le fait d'une extrême droite puissamment structurée, bénéficiant de non moins puissantes complicités internationales. Et le « petit » terrorisme d'extrême gauche — injustifiable politiquement et humainement — n'a servi en fait que de prétexte dans la balance pour justifier l'interdiction et la décapitation du mouvement ouvrier et démocratique dans son ensemble. Cette constatation nous oblige à répéter combien le jeu trouble de quelques apprentis sorciers se réclamant de l'extrême gauche peut surtout avoir pour résultat la suppression de la démocratie elle-même. Il y a, à l'évidence, lien et complicité dialectique — en Turquie — entre la dictature militaire au pouvoir et les terrorismes qui l'y ont menée.

Un coup à gauche, un coup à droite... Premiers résultats : les appareils politiques de la droite traditionnelle sont toujours en place dans l'ombre ; le P.r.p. (Parti républicain du peuple, tendance démocrate de gauche) est lui complètement décapité. Son leader prestigieux — et courageux, on peut l'affirmer maintenant — Bulent Ecevit est en prison, dans l'attente combative de son procès. Bulent Ecevit, le civil, fait toujours peur aux militaires. Un coup à gauche, un coup à droite... Mais les syndicats ouvriers et démocratiques sont écrasés sous la botte tandis que le syndicat collabo continue au grand jour à percevoir les cotisations « ouvrières »... directement des caisses patronales. Les 52 dirigeants de la centrale syndicale Dïsk sont en prison et passibles de la peine capitale ; le procès n'a pas encore eu lieu mais le Procureur l'a déjà annoncé voici six mois environ. La férocité de la répression anti-Kurdes s'est par ailleurs encore accrue.

Pour le reste, le retour à la démocratie est renvoyé aux calendes grecques. A l'extérieur ce sont les Américains — et les Soviétiques ! — qui sont les plus compréhensifs envers la dictature. Pour les Etats-Unis on savait déjà : ils étaient « au parfum » du coup d'Etat lui-même, la Turquie étant une place forte et un lieu stratégique important pour l'O.t.a.n. Pour l'U.r.s.s., on savait moins, mais l'intensification des échanges économiques entre les deux pays est plus que flagrante depuis l'arrivée de l'armée au pouvoir : mystères de l'internationalisme prolétarien... Du coup le Parti ouvrier turc (communiste orthodoxe) trouve des « aspects positifs » à la politique étrangère de la dictature.

Déjà, réunie à Paris, la semaine passée, l'Internationale socialiste avait nettement pris position (la démocratie suppose... « des mouvements populaires indépendants, la justice économique et sociale et le droit à l'indépendance nationale. Cela est valable pour la Pologne comme pour la Turquie, pour l'Afghanistan comme pour le Salvador, entre autres exemples »...). Aujourd'hui c'est le Parti socialiste lui-même qui demande aux autorités turques la « libération des dirigeants de la Dïsk et le rétablissement des libertés syndicales. Le P.s. souligne que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe et liée par un accord d'association avec la C.e.e., ce qui lui impose le strict respect des libertés démocratiques dont rien ne peut justifier la suppression ».

A bon entendeur salut !

Il n'est pas de « démocratie autoritaire ». La liberté ne se divise pas. La Turquie subit aujourd'hui bel et bien une dictature. Laisser perdre le sens exact des mots c'est déjà perdre soi-même en humanité ; c'est perdre, à terme, le sens de la lutte. Ce n'est certainement pas — ils le réaffirment à nouveau — ce que veulent les socialistes français.

Gilbert SANS



Istanbul : procès des syndicalistes turcs.

Paris-Alger : le nouveau climat

Un séjour de quelques jours en Algérie, un mois après la visite de François Mitterrand et sa rencontre avec le président Chadli Bendjedid, m'a confirmé que les relations franco-algériennes sont reparties sur la bonne voie. Trois signes relevés au passage. Le nouvel ambassadeur de France Guy Georgy, arrivé le 26 décembre à Alger, a été convié dès le 28 à remettre ses lettres de créance au président Chadli avec lequel il a eu un entretien particulièrement cordial. Dans la revue de fin d'année que la télévision algérienne a présentée le 31 décembre, la visite de François Mitterrand a occupé plusieurs minutes. Enfin, dans la résolution de politique générale adoptée en conclusion du dernier comité central du F.l.n., un long paragraphe est consacré aux relations algéro-françaises, soulignant « le nouveau climat qui prévaut désormais à la suite de la visite en Algérie du chef de l'Etat français ». La résolution estime encore que « les résultats de cette visite ouvrent de nouvelles et fructueuses perspectives pour la coopération entre l'Algérie et la France, constituent une étape positive vers le renforcement de l'amitié entre les deux peuples, contribuent à l'instauration d'une coopération entre tous les pays riverains du bassin de la Méditerranée, et feront de ce dernier un lac de paix, de coopération et d'amitié entre les peuples ».

L'une des pièces maîtresses de ce climat nouveau est évidemment l'accord sur le gaz algérien qui avait été conclu « politiquement » dans les derniers instants des entretiens Mitterrand-Chadli et qui a été concrétisé le 20 décembre par les deux ministres des Affaires étrangères. Une première réunion technique a eu lieu le 28 à Alger entre les entreprises et services intéressés (Sonatrach et Gaz de France) et les contrats définitifs devront être établis avant la fin de ce mois de janvier.

On sait que l'accord sur le gaz était la clé de toute une série d'accords qui doivent permettre à de nombreuses entreprises françaises d'accéder à des marchés en Algérie, notamment dans le domaine de la construction et du logement. Dans le cadre de la nouvelle politique économique et sociale qu'il entreprend de mettre en œuvre et qui trouve une première concrétisation dans la loi de finances pour 1982 que vient d'adopter l'Assemblée populaire nationale, le gouvernement algérien entend, en effet, accomplir un effort tout particulier dans le secteur du logement qui a été fort négligé jusqu'ici. De nouvelles facilités sont prévues pour le secteur privé, ce qui devrait permettre aux entreprises françaises d'aborder le marché algérien dans de meilleures conditions.

C.E.

La France au Proche-Orient

En dépit des difficultés auxquelles elle se heurte inévitablement, la nouvelle politique française au Proche-Orient se développe méthodiquement. Le voyage de Claude Cheysson et Charles Hernu, en relançant sur plusieurs terrains la coopération franco-égyptienne, en constitue une étape importante.

Ce voyage s'est situé au moment précis où le successeur de Sadate, le président Hosni Moubarak, tourne ouvertement une page politique. Le nouveau gouvernement qu'il vient de constituer, la libération d'un grand nombre des opposants emprisonnés par le raïs défunt constituent autant de signes d'une volonté de changement. Le rapprochement avec la France et la constatation faite officiellement de convergences avec les socialistes français en sont d'autres, tout aussi évidents. Il est clair que le nouveau président égyptien est soucieux de ramener progressivement son pays dans la famille arabe dont il s'est trouvé exclu de fait depuis le jour où Anouar el Sadate s'est rendu à Jérusalem. Son premier souci est certes que s'achève, avec l'évacuation complète du Sinaï en avril prochain, l'application de la première partie des accords de Camp David. En ayant accepté de participer à la force internationale du Sinaï, le gouvernement français conforte celui du Caire. Mais ni l'un ni l'autre n'attendent plus grand-chose de ces accords auxquels les dirigeants israéliens sont désormais les seuls à s'accrocher. Claude Cheysson et ses interlocuteurs égyptiens sont tombés d'accord sur le fait que la question dominante aujourd'hui est celle de savoir comment engager un nouveau processus intégrant l'idée d'un futur Etat palestinien. Cela suppose bien entendu la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes. La Syrie et les autres pays du « front de la fermeté » n'y sont évidemment pas prêts à l'heure actuelle, mais l'Arabie Saoudite vient de faire un nouveau pas dans ce sens en remettant en avant le plan Fahd qui n'est peut-être pas aussi enterré qu'on pouvait le penser après le récent sommet avorté de Fès.

Certes, la décision israélienne d'annexion du Golan est venue compliquer les choses et retardera le voyage de François Mitterrand en Israël mais la France ne s'en trouve pas moins au cœur d'une intense activité diplomatique au Proche-Orient qui a toute chance de se développer encore dans les prochains mois.

A.V.

Espagne : l'huile qui tue... et qui rapporte !

L'huile qui porte la mort a encore tué plusieurs personnes, en Espagne, durant les fêtes de Noël et du Nouvel An. Et chaque jour qui passe voit la liste des victimes s'allonger : deux cent trente et une aujourd'hui, pour le moins... Car une controverse permanente existe dans le pays sur le nombre des décès entre les chiffres officiels et ceux de l'opposition de gauche.

Plus de deux cent trente et un morts par absorption, ou simplement inhalation, d'huiles impropres à la consommation domestique ; plus de quinze mille personnes déjà atteintes, à des degrés divers, par les symptômes de la « maladie » et on évalue, au minimum, le nombre de consommateurs potentiels à cinquante ou cent mille personnes.

Au plan clinique, tout a commencé le 1er mai dernier : décès d'un garçonnet de huit ans. Depuis, si quelques hypothèses sont formulées sur les causes du syndrome toxique, les moyens médicaux de le combattre demeurent étrangement inefficaces. De nombreux malades rechutent après une première hospitalisation. Hypothèse la plus probable : celle de la contamination de l'huile dans les camions-citernes lors de son transport entre Saint-Sébatien et Madrid. Mais si les scientifiques et les médecins se battent contre « l'épidémie » avec acharnement (principaux symptômes, progressifs : fièvre, insuffisances respiratoire et digestive, troubles vasculaires, amaigrissement, troubles neuromusculaires, paralysie... puis la mort, ou pour ceux qui n'accomplissent pas ce cycle fatal, de graves séquelles à vie), rien n'est fait pour éclairer le mécanisme criminel de la fraude, origine d'un mal affreux en passe de dégénérer en psychose collective nationale.

Le marché espagnol de l'huile représente, grosso modo, annuellement soixante mille millions de pesetas. D'un côté les gros propriétaires et commerçants des oliveraies du Sud, de l'autre les multinationales du colza et des « huiles nouvelles ». Dire que « ceux des olives » bénéficient de certains appuis au sein de l'appareil central d'Etat constitue un doux euphémisme : ils sont, littéralement, une partie de ce pouvoir. Les propriétaires des immenses « latifundia » d'Andalousie — nobles, militaires ou fascistes parvenus — ont été l'une des principales composantes économiques du franquisme et de la Phalange (le parti unique). Le prix de l'huile d'olive augmentant, ils ont ainsi fait tout bonnement interdire la consommation alimentaire d'huile de colza en Espagne. C'est depuis ce moment qu'on ajoute, aux frontières, de l'aniline toxique à l'huile de colza, la rendant ainsi seulement utilisable pour l'industrie.

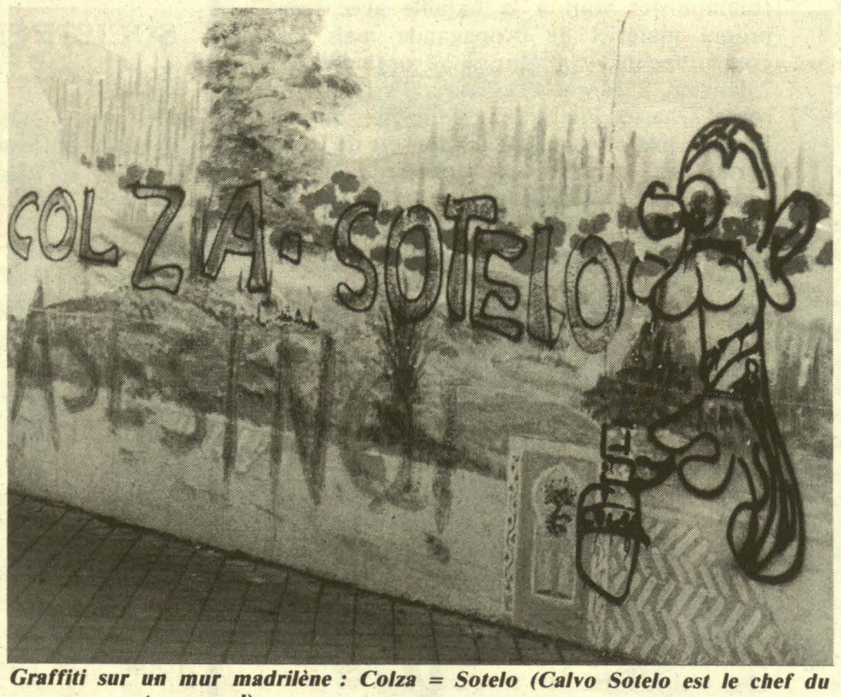
Côté colza, on s'aperçoit bien vite — il n'y a pas de petits profits — que si l'on peut, frauduleusement s'entend, retirer l'aniline introduite dans l'huile et la rendre ainsi à nouveau consommable, on gagne vingt pesetas par litre (prix des huiles en Espagne : industrielle, 60 pts, alimentaire, 80 pts). Sitôt dit, sitôt fait... Mais «tout le monde » n'a pas forcément toujours les moyens techniques adéquats pour cette décantation chimique et il suffit alors de quelques camions-citernes mal nettoyés, conservant sur ses parois internes des résidus d'un puissant herbicide (vraisemblablement du Paraquat) pour que se produise la réaction chimique criminelle. Le capitalisme sauvage porte en lui la mort.

Les firmes commerciales en cause sont presque toutes connues ; elles sont toutes, de près ou de loin, liées au franquisme ou aux monopoles internationaux, donc au profit « à n'importe quel prix ». Y compris celui de la mort des autres.

Le 28 novembre dernier, plus de deux tonnes d'huiles frelatées étaient saisies dans la région de Caceres. Depuis, un dépôt clandestin a été découvert à Barcelone.

Par ailleurs — mais cela n'a évidemment plus rien à voir — l'agitation militaro-fascite se poursuit dans les casernes, l'Opus Dei redresse la tête à Madrid (et au Vatican...), le chômage augmente...

G.S.



Graffiti sur un mur madrilène : Colza = Sotelo (Calvo Sotelo est le chef du gouvernement espagnol).

Tchad : l'équilibre à retrouver

A nouveau le Tchad ! Après le départ des Libyens et l'arrivée de la Force interafricaine de paix on aurait pu espérer que la reconstruction du pays commence. C'était oublier que les problèmes politiques qui ont conduit le Tchad à l'implosion en mars 1980 n'étaient pas réglés. Le G.u.n.t. n'est pas — pas encore — assez cohérent, l'armée nationale n'existe pas encore, les « grands capitaines » contrôlent encore leur région. Si la force interafricaine n'est pas là pour « se battre » mais pour éviter les affrontements, l'absence d'administration, la désorganisation de l'économie, l'exode urbain ont créé des vides dangereux. Hissène Habré — l'exclu du G.u.n.t. — a donc décidé d'occuper ce vide. Et ses troupes, s'appuyant sur la frontière soudanaise, ont progressé vers l'Ouest, vers la capitale, N'Djamena. Une manière comme une autre d'améliorer sa position si une négociation s'ouvrait.

Légitime aux yeux des gouvernements africains. Oueddei Goukouni, mesurant sa fragilité, a souhaité successivement que la force interafricaine joue un autre rôle — celui d'une armée nationale — ou que de l'extérieur une aide militaire « concrète » lui permette de stopper l'avance des troupes d'Hissène Habré. Ce qui n'était ni possible ni souhaitable.

Le 26 décembre, une sorte de gouvernement de guerre a été mis sur pied. Son rôle : normaliser les rapports entre les différentes tendances du G.u.n.t., consolider ses positions, c'est-à-dire accélérer la refonte de l'Etat, la mise sur pied d'une armée. En attendant, les critiques émises à l'encontre de la force interafricaine risquent fort de la faire éclater : les réactions du Nigeria sont à cet égard révélatrices.

Le seul espoir réside dans la volonté de la population qui non seulement souhaite la paix, mais qui pour pallier l'absence de l'administration a commencé à s'organiser. Les paysans font fonctionner écoles et services de santé, les pouvoirs régionaux se sont développés. Le rôle de l'O.u.a. n'est donc pas terminé, loin de là. C'est elle qui a légitimé Goukouni, mis en place une force militaire tampon. Dans les semaines qui viennent c'est elle qui peut aider le Tchad à retrouver un équilibre. La France pour sa part y aidera.

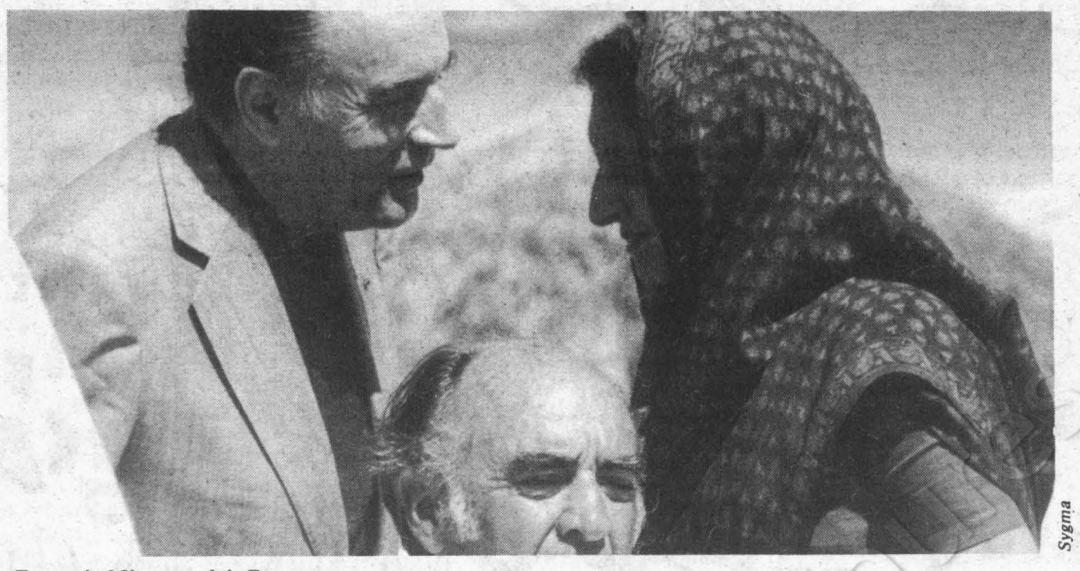
Deux mondes dans un livre de François Mitterrand

Universitaire roumain réfugié en France, Denis Buican, professeur associé à l'université de Paris I, parle de "Politique 2", le dernier livre du président de la République

DANS un livre intitulé « Politique 2 », publié récemment chez Fayard, François Mitterrand traite de la période 1977-1981, faisant ainsi suite à un premier volume, de grandes dimensions, constituant une anthologie de ses principaux discours et textes politiques élaborés de 1938 à 1977. L'intérêt indiscutable de son récent livre — constitué d'écrits variés —, qui s'adresse à une période historique relativement courte, réside non seulement dans la personnalité exceptionnelle de leur auteur mais, aussi, dans une analyse politique extraordinairement lucide de ces deux mondes, de l'Est et l'Ouest, condamnés à vivre ou à mourir ensemble.

En condamnant, à juste titre, l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques et en constatant les réactions molles enregistrées en Occident, François Mitterrand se demande non sans pertinence : « Cela signifiait-il que l'Afghanistan était déjà considéré, à l'Ouest, comme appartenant à la zone d'influence soviétique, tandis que les Américains se voyaient conférer un rôle privilégié — c'était avant Khomeyni — en Iran comme ils l'avaient déjà au Pakistan ? S'agissait-il d'un partage d'influence implicite ? L'Union soviétique pouvait-elle considérer l'Afghanistan comme partie de son domaine ? »

En exprimant la position des socialistes, François Mitterrand montre une vigueur adéquate aux faits et méfaits du Kremlin — « Le Parti socialiste condamne sans nuance l'invasion militaire de l'Afghanistan par l'Union soviétique ainsi que la répression qui s'abat sur Sakharov. Mais, là aussi, du côté des Etats, que de faux-semblants ! L'U.r.s.s. a été admise à participer aux jeux Olympiques, Staline régnant. La décision d'aller à Moscou cette année a été prise avec l'accord des Etats-Unis et de quelques autres, alors que les droits de l'homme étaient bafoués tout autant sinon plus qu'aujourd'hui : camps, hôpitaux psychiatriques, juifs empêchés de se rendre dans le pays de leur choix. Ce n'est pas avec l'affaire Sakharov que le problème des droits de l'homme s'est posé en U.r.s.s. Bien entendu, si je dénonce l'hypocrisie des Etats, mon jugement est différent à l'égard des gens sincères qui refusent Moscou comme ils ont refusé Buenos Aires. Je comprends leur logique et leur idéal. »



Sygma

François Mitterrand à Cancun.

Cette longue citation est fort importante pour comprendre vraiment la pensée politique et morale de François Mitterrand, qui n'a point deux poids et deux mesures pour les phénomènes négatifs de l'Est et de l'Ouest comme, hélas ! tant d'hommes politiques français ou étrangers...

Commentant les relations Est-Ouest en Europe même à propos de la crise polonaise, François Mitterrand montre que « sa première réaction a été de constater que ce régime dit « ouvrier » en Pologne venait de signer son échec, un échec dramatique, un échec historique en voyant se dresser contre lui la classe ouvrière ».

L'actuel président condamne l'ancien pour sa visite à Varsovie pour complaire à l'oligarchie du Kremlin : « Je suis seulement resté fidèle à moi-même dans ma condamnation d'une initiative, celle de M. Giscard d'Estaing allant au-devant de M. Brejnev, sans profit pour personne alors que l'Union soviétique venait d'occuper l'Afghanistan. »

Avec clarté et détermination, François Mitterrand déclare que « l'Afghanistan doit redevenir libre et il faut le dire ». Il n'oublie point le pays de Marie Curie, en affirmant avec force que « nous devons être vigilants sur l'affaire de la Pologne afin que les droits syndicaux d'abord et les libertés tout court du peuple polonais soient préservés. On sait les menaces qui pèsent sur eux ».

En rejetant « la pratique soviétique du collectivisme », François Mitterrand montre que les socialistes français lui ont « tourné le dos depuis plus de soixante ans, depuis le Congrès de Tours, parce que nous avons toujours refusé la mise en coupe d'une société où ni les libertés ni la délibération à la base ne nous semblaient assurées. Nous avons réfuté très tôt ce système, ce qui nous a valu une véritable guerre de religion ».

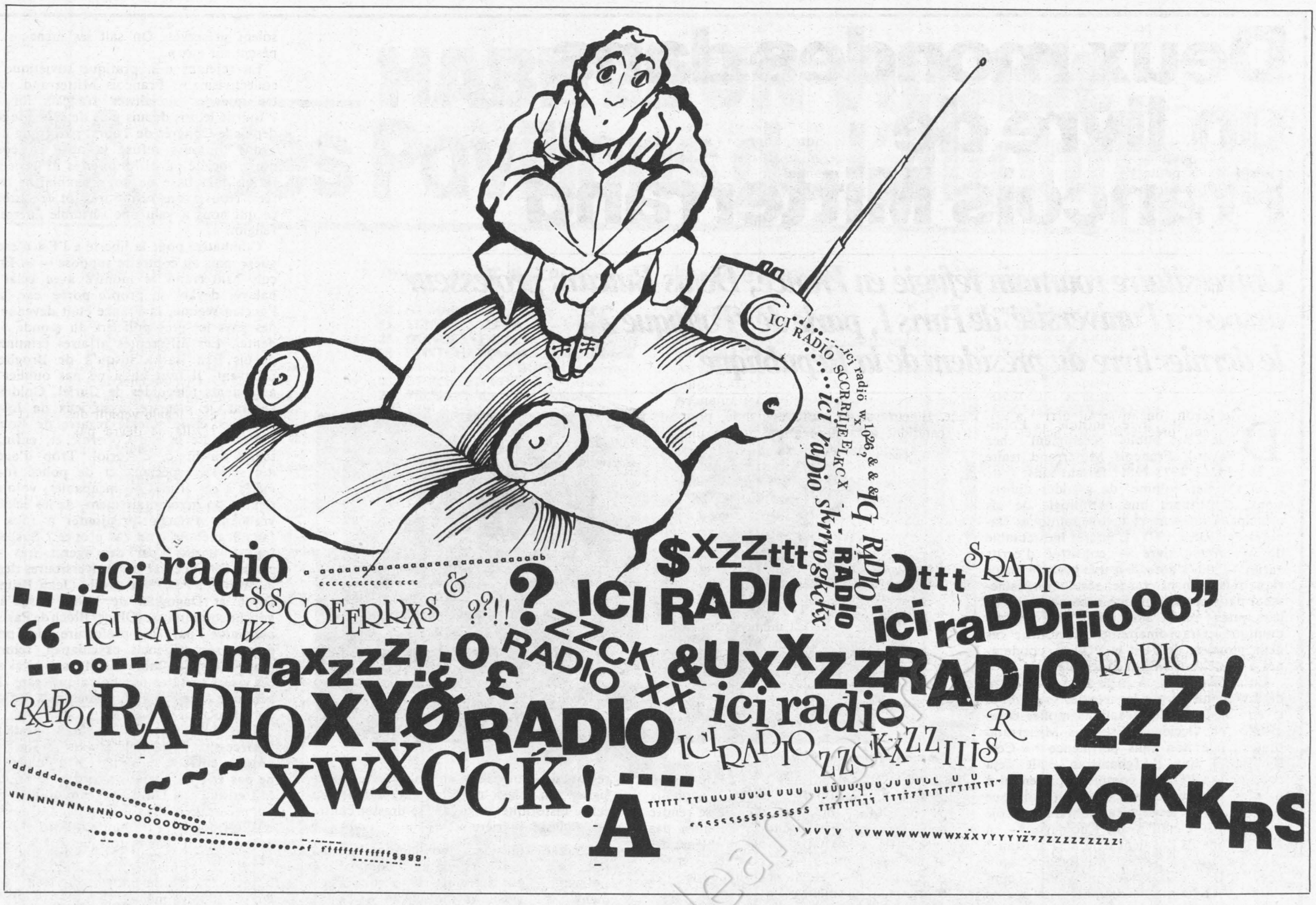
Combattre pour la liberté à l'Est n'exclut guère mais au contraire suppose — et François Mitterrand le montre avec éclat — balayer devant sa propre porte, car, sous l'ancien régime, la France était devenue un des pays les plus policiers du monde occidental. Les différentes affaires criminelles depuis Ben Barka jusqu'à de Broglie le prouvent. Il faut aussi ne pas oublier les assassinats téléguidés de Curiel, Goldman, Duprat, le meurtre mystérieux de Joseph Fontanet et le suicide bizarre de Boulin, l'attentat de la rue Copernic et, enfin, la tuerie du S.a.c. d'Auriol. Trop d'agents des services spéciaux et de police furent mêlés à ces crimes ou incapables, volontairement ou involontairement, de les éclaircir vraiment. Pourrais-je ajouter à tous ces faits et méfaits mon cas propre ? Suspecté, traqué, agressé par des agents très spéciaux, dénoncé par des universitaires depuis la droite et l'extrême droite (Jean Brun de Dijon et Dagognet de Lyon) jusqu'à la gauche communiste (Olivier Bloch de Paris I), convoqué par la préfecture de police devant ses médecins psychiatres, selon le modèle insurpassable de Moscou, j'ai subi ces vraies tortures psychologiques sans donner suite à de telles « provocations » dignes du « Procès » de Kafka.

Que faut-il faire ? Il ne s'agit pas de nier la nécessité de la police mais d'exiger une attitude correcte de sa part. On ne peut pas ne pas être en parfait accord avec François Mitterrand : « Un juste emploi de police est nécessaire. Mais à compter du moment où l'on donne la primauté à l'ordre moral, pris dans son sens historique, sur le respect des principes de liberté, la police, souvent malgré elle, ne sert plus qu'à défendre non plus la sécurité mais les choix, les exigences, les préférences, les comportements de ceux qui gouvernent. On entre dans le système répressif. »

Une fois devenu président de la République, François Mitterrand saura assurer — espérons-le — ce vrai espace de liberté individuelle qui, dans une certaine mesure, fit défaut à l'ancien système du gouvernement.

Quant à son livre — œuvre d'un homme politique exceptionnel, d'un véritable talent d'écrivain —, on ne peut que lui souhaiter de trouver son propre destin et d'être lu avec un indéniable profit par le plus grand nombre. ●




ici radio
ICI RADIO
RADIO
ici radio
RADIO
ICI RADIO
RADIO
ici radio
RADIO
RADIO
ICI RADIO
RADIO
ici radio
RADIO
ICI RADIO
RADIO
ici radio
RADIO
ICI RADIO
RADIO
ici radio

publicité, qui fit trois petits tours et puis s'enfuit, laissant les radios locales dans une situation des plus ambiguës : réclamer, d'une part, le soutien financier d'organismes qu'en général elles méprisent et condamnent (ceux qui s'éclatent sur les pirates ne sont pas vraiment du côté des gros trusts) et attendre, d'autre part, un avenir incertain où la plupart d'entre elles (et principalement les petites) mourront faute de moyens d'exister. Certes, on a aujourd'hui une loi sur les radios libres. Officielle, enfin présente, mais floue. Et dépendante, de toute façon, de l'autre loi, la « vraie », celle de l'audiovisuel, encore repoussée et qui n'entrera donc en application qu'en 1983. Pendant cette attente, il y a fort à parier que le désordre demeurera malgré les décrets qui seront prochainement mis en application. Et l'on peut se demander si, la France entière râlant de ne plus rien pouvoir écouter, le soufflé des radios locales ne retombera pas de lui-même...

« De toute façon, on en serait arrivé à cet encombrement, précise Bernard Schreiner, député P.s. des Yvelines et rapporteur de la loi. L'idée de la radio locale naissait. Alors, monopole ou pas, elle aurait éclos. » D'accord. Et c'est d'autant plus qu'il aurait fallu prévoir... Il n'est pas inintéressant, d'ailleurs, de voir pourquoi la France connaît l'eczéma de la radio pirate. Il suffit, pour ce faire, de lorgner vers les voisins et de voir où ça gratouille de la même façon : partout, en fait, où les citoyens souffraient d'un message uniforme, ciselé par un monopole, en Espagne ou en Italie avec l'anarchie que l'on sait. Par contre, là où la décentralisation audiovisuelle est effective, en Scandinavie, en Grande-Bretagne, ou en Allemagne, le problème ne se pose pas puisque toutes les sensibilités réussissent à s'exprimer.

Jean-Philippe Lecat, pas fou, avait pressenti cette fièvre. D'où la création, sous la présidence de Jacqueline Baudrier, de Radio-Mayenne, Melun F.m. et Fréquence-Nord, les trois premières radios dirigées vers la province mais pensées depuis la capitale et financées par les fonds publics. Est-ce vraiment la décentralisation ? Est-ce vraiment la régionalisation, la spontanéité dont on a rêvé pour l'audiovisuel ? Il est clouaient ainsi le bec à la publicité sur les nouvelles ondes, et la loi se formait avec, en plus de cette absence décidée de financement privé, la mise au clair de certains points permettant peut-être, puisqu'on ne l'a pas prévenu, de guérir le climat fiévreux de la F.m. où, tous rapports faussés, seul règne jusqu'à présent le droit du plus fort.

Nommée par décret, mise sur pied dès ce mois de janvier, une commission consultative de vingt et un membres (des représentants des fédérations de radios locales, des ministères de la Communication, P.t.t., Culture ; du Sénat, du Parlement, du Conseil d'Etat, de Radio-France, de T.d.f. et des organisations d'éducation populaire) aura pour mission d'examiner les dossiers de demandes de dérogations. Un vrai pavé indigeste puisqu'on prévoit environ 2 500 dossiers dont plus de 200 sur Paris. Aux futures radios de fournir leur fiche signalétique : exemplaire de leurs statuts, puissance d'émission et zone géographique qu'ils désirent toucher, projet de financement. Il leur est en outre demandé, pour être candidat à la dérogation, d'être une association régie par la loi de 1901 dont les responsables seront connus. Fort bien, mais une association, n'importe qui peut en sortir une d'un tour de passe-passe.

Reste l'argent : un point noir d'encre !

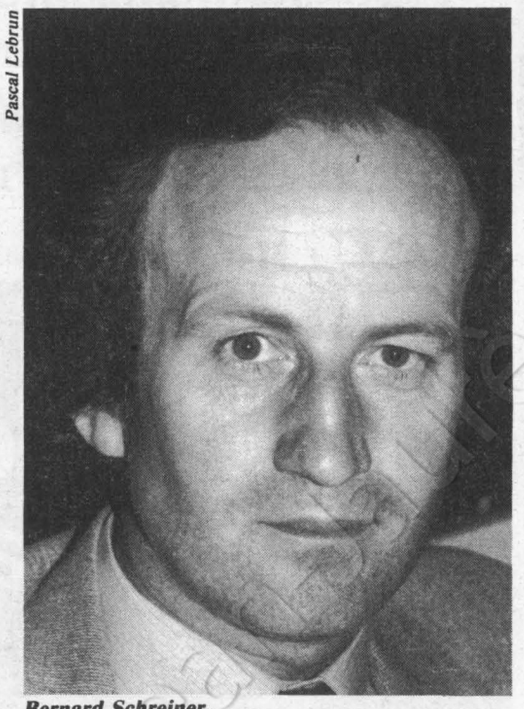
Question puissance, le rayon d'action n'excèdera pas 30 km (il est même prévu de réduire encore la portée en fonction de l'urbanisation de la zone considérée : si trop de demandes s'amoncellent sur la même ville, il conviendra de voir plus petit afin de pouvoir contenter tout le monde), et les émetteurs n'auront pas plus de 500 watts (ce qui augmente les petits et assomme R.f.m. ou Radio-service Tour Eiffel qui jonglaient vers les 10 - 12 kilowatts. Fort bien, une fois encore, mais ils vont s'amuser, à T.d.f., pour redresser les scolioses nées des problèmes techniques (on sait qu'on ne pourra pas, décemment, dépasser 30 radios sur Paris, alors comment se débarrasser de l'excédent ?).

Valables une année et révocables, ces



Radio-Chirac, vu par Pym.

Pascal Lebrun



Bernard Schreiner.



permis d'en douter. Pourtant, Georges Fillioud a semblé apprécier, commandant une suite à ces trois essais (réussis, d'ailleurs). Et Michèle Cotta, p.-d.g. de Radio-France, lance un énorme programme du même type en déclarant à l'hebdomadaire « les Nouvelles littéraires » : « Pourquoi les radios locales m'échapperaient-elles ? » N'y a-t-il pas là le risque que la décentralisation ne soit, en fait, qu'une pieuvre : plusieurs tentacules mais une seule tête...

La vraie radio locale, c'est autre chose. Et cessons de considérer le problème en Parisiens amusés par Radio-Megal'o et l'ineffable Gonzague Saint-Bris. En province, le besoin est sûr ; la demande évidente. Là où l'on entend mal les radios périphériques et où la radio de service public, émettant trop peu, est défaillante, les radios neuves ont un réel public. Mais comment vont-elles survivre ?

On connaît la formule de Pierre Mauroy : « Non à Radio-Fric », et celle, non moins cinglante, de Georges Fillioud : « Non à Radio-Beurre. » Tous deux dérogations veulent surtout (louables intentions) servir les petites radios contre les stations puissantes, commerciales et financières. Mais l'angélisme est une chose, la réalité une autre et deux problèmes majeurs sautent aux yeux à peine cette loi votée : comment, d'une part, réduire le nombre de stations sans brimer certaines sensibilités ? En clair : au nom de quoi X existerait-elle et Y pas ? Comment, d'autre part, permettre à ces radios de vivre et comment empêcher la publicité de glisser, d'une façon ou d'une autre, son portefeuille sous le micro ? « Sur toute la France, précise Bernard Schreiner, nous désirons trois types de radios : des stations à secteur géographique interne (lycée, grand ensemble), qui seraient surtout musicales et ne nécessiteraient pas un fonctionnement trop lourd ; des radios musicales et d'informations, ne comptant pas, non plus, trop de personnel et, le plus gros morceau, des radios complètes, à la fois musicales, informatives, possédant des magazines, etc. Celles-là auront besoin d'une équipe importante et nous posent le plus de problèmes... » D'où une nécessité de se regrouper, de réunir sous un même fanion des personnes désireuses d'émettre un message semblable : ainsi pourrait-on réduire les demandes. « Dans la région de Lille-Nord - Pas-de-Calais, précise encore Bernard Schreiner, soixante-dix radios se sont déjà regroupées en se répartissant fréquences et heures d'émission. Il serait souhaitable que ce projet communautaire fasse boule de neige. » Souhaitable est le mot. Mais lorsqu'on connaît l'esprit individualiste des Français, le doute vous étreint...

Reste l'argent. Le point noir d'encre. Là où le bât blesse le plus. Il ne suffit pas de vouloir faire de la radio pour pouvoir en faire... Si l'investissement en matériel ne demande pas un pactole, une réelle organisation avec grille et documentation (tout ce qui, en fait, produit la radio de qualité demandée par Bernard Schreiner lui-même) nécessite, en revanche, une solide assise financière que la publicité — surveillée, limitée — aurait pu fournir. « Vous voyez les parfums Truc voler au secours d'une petite locale ? » ironisent les farouches opposants. Mais, dans ce cas, comment expliquer la subite panique qui vient de saisir récemment la presse écrite autrement que par un intérêt certain des agences de publicité pour ces nouvelles stations ? Pardi ! la pub allait s'envoler des colonnes pour voler vers les ondes... Et certains journaux (« le Monde », « le Matin » — aux projets assez flous ; « le Parisien libéré »...) de penser fonder, sous la forme d'une association, une radio locale. Chercher le but lucratif... et vous trouverez facilement un premier détournement de la loi. Auquel on répond, il est vrai, que, s'il y a faute, on peut toujours s'en remettre au couperet de la révocabilité... En attendant, Jacques Chirac transmet, du haut de la Tour Eiffel, les messages des panneaux Decaux... Objectifs comme l'on sait...

Car comment vivre ? De ressources personnelles ? Seules les riches le pourront, ce qui serait contraire aux désirs du gouvernement... De l'aide légale venant des collectivités locales ? Elle ne devra pas dépasser 1/4 du budget de la radio... A Bayonne, on voit déjà comment la publicité clandestine s'organise : le maire s'est offert une radio... que son fils dirige. Une association s'est formée. 25 % de l'argent viennent des ressources municipales. Normal. Et le reste, de diverses associations. Apparemment normal. Sauf que ces associations vivent entièrement des subventions municipales... De leur côté, deux locales basques font de la publicité détournée. Non pas pour une marque précise, mais pour une rue commerçante... Pas bête...

De radios « locales », on risque fort de passer à des radios « municipales » (vous avez dit élections ?), voire « cantonales »... avec de géniales façons d'être dans la loi et de la contourner.

Il y a fort à parier que la publicité interviendra tôt ou tard et que l'on multipliera les affaires « R.f.m. » — ce qui risque de déplaire à l'opinion publique... — car sinon... Et même : le « fonds de péréquation, » en fonction dès 1983, géré sous le contrôle de la Haute Autorité de l'Audiovisuel prévue par le rapport Moinot, et qui a pour mission de financer les radios locales sans dépasser 50 % du budget, est d'un tel flou qu'on n'arrive même pas à bien en lire les données. Il s'agirait de faire payer les radios périphériques et la R.f.p. (Régie française de publicité) sur un pourcentage à déterminer ; de prélever, également, une somme à la S.f.p. (Société française de production) sur la publicité passant à la télévision. Ces subventions fluctueraient en fonction du degré d'élaboration des programmes proposés. A cela pourrait s'ajouter une dotation gouvernementale : des subventions ou des emplois que certains ministères (Temps libre, Culture, Solidarité, Agriculture, etc.) pourraient dégager vers les radios. Un projet à l'étude. Dans les couloirs du ministère de la Communication, on est parfois perplexe : « Le budget 1982 a été voté. Comment faire pour sortir cet argent ? Les ministères ne sont pas toujours hilares à l'idée de verser de l'argent à des stations de radio... »

Les « habiles » ont préféré boycotté

Toute cette rumba compliquée pour une interdiction de publicité ! Alors qu'il aurait été possible de la cadenasser ; de lui opposer un pare-feu... « Les petites radios seraient mortes au bout de 6 mois avec la pub, car tout aurait été vers les puissants », pense Bernard Schreiner. Mais les avis sont partagés : « S'il y a eu une erreur en ce qui concerne le refus de la publicité, estime-t-on au ministère de la Communication, c'est une erreur tactique, politique. Jamais la publicité n'a soutenu la création. Comme elle coûte cher, elle oblige à baisser le niveau : Sheila et compagnie. On aurait eu Europe 2, Europe 3... Les stations s'en seraient vite aperçu... Il aurait été préférable de les laisser rêver un peu... pour qu'elles tombent de haut. Mais là, on a tué le rêve. Et les gens gardent toute leur vie la certitude qu'un rêve crevé dans l'œuf n'engendrait qu'un superbe poussin... »

Ainsi vont les radios libres, cahin-caha. Ainsi va la loi, somme toute banale et frileuse. Et les problèmes ne cessent de s'amonceler : archivage des programmes, droits dus à la Sacem... « En fait, soupire un bosseur de l'audiovisuel qui s'avoue légèrement désabusé, après le 10 mai on est entré en période de vide. Puisqu'on avait promis, on a tout suspendu en pensant qu'on ferait la loi plus tard et qu'il n'y aurait pas ce raz de marée plus ou moins fomenté par d'habiles personnes qui, ayant peur de devenir un jour « hors la loi », ont préféré tout boycotter avant. Sans eux, on aurait pu s'organiser... »

S'organiser... Ils devraient... Comme dit l'autre : « Rien ne sert de courir, il faut partir à temps. » ●

Petites annonces

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 164. Ville de Feyzin, 15 km de Lyon, 9 000 habitants, en expansion, recrute :
— un adjoint technique pour seconder le directeur de service ;
— un attaché financier, niveau licence sciences économiques (comptabilité M 12) ;
— un rédacteur chargé de l'information.
Adresser curriculum vitae à Madame le Député-Maire, Hôtel de Ville, 69320 Feyzin.

Réf. 170 P.m.e. Paris cherche chef comptable expérimenté(e).
Envoyer c.v. et photo à F.n.p., 33, rue Raffet 75016 Paris. Référence H.f. qui transmettra.

Réf. 172. Mairie de Brest (Finistère) recrute agent chargé de la promotion économique de Brest et de sa région. Diplôme minimum exigé : licence. Excellentes connaissances de l'entreprise et de sa gestion. Salaire net de départ : 8 500 F.
Candidature + curriculum vitae + copie diplômes à adresser à Monsieur le Maire de Brest, service recrutement, rue Frézier, 29279 Brest cedex pour le 29 janvier 1982.

Réf. 173. Organisme départemental chargé du développement économique (région Centre) cherche collaborateurs (trices). Personnes de contacts. Expérience souhaitée.
Envoyer c.v. au journal qui transmettra.

Réf. 174. La ville de Chevigny-Saint-Sauveur (21800, agglomération dijonnaise), 8 500 habitants, recrute :
— Pour son service action sociale : une personne chargée de la gestion du bureau d'aide et de l'accueil au centre social. Niveau commis, administration communale.
— Pour son centre de loisirs enfants : un responsable du niveau rédacteur. Diplôme B.a.f.a. animation enfants. Formation Capas ou D.f.a.m. en cours.
Envoyer curriculum vitae détaillé avant le 15 janvier 1982 à la mairie de Chevigny-Saint-Sauveur.

Réf. 175. La ville de Belfort recrute, pour le 1er février 1982, un directeur administrateur pour son théâtre municipal.
Niveau de formation supérieur et expérience antérieure dans le domaine culturel souhaités. Niveau de salaire en fonction de la qualification.
Demandes de renseignements et candidatures à adresser :
— au service du personnel ville de Belfort, tél. (84) 28.06.14,
— au service culturel, tél. (84) 22.22.34.

Réf. 176. Ville de la banlieue grenobloise, 17 000 habitants, en expansion, recrute secrétaire général adjoint échelle S.g.a. 20 à 40 000 habitants. Recrutement selon conditions statutaires.
Envoyer candidature et curriculum vitae au journal qui transmettra.

Réf. 180. La ville de Dammarie-les-Lys (77190) recrute un animateur économique, disposant si possible d'une formation supérieure, qui sera chargé du montage des projets entrant dans le cadre d'activité du comité local de l'emploi. Ce cadre devra travailler avec tous les partenaires économiques de la collectivité. Une bonne connaissance des P.m.e. est souhaitable. Le poste sera pourvu à partir de janvier 1982.
Adresser candidature avec c.v. à M. le maire de Dammarie-les-Lys 77190.

Réf. 183. Ville ouest de Paris cherche rédacteur (trice) pour secteur affaires sociales.
Ecrire avec curriculum vitae au journal qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 181. Technicien principal, expérience, 39 ans, travaillant grande société auto poids lourds recherche emploi adjoint technique direction région lyonnaise (St-Priest, Vienne, Verpillière, Bourgoin).
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 177. 35 a., B.e.p.c., onzième mois de chômage (6 a. employé magasinage) sans format. spécifi. mais aspirations plus intellectuelles (goûts littéraires, pour écriture, classement, documentation, etc.) rech. d'urgence ttes branches, poste en rapport — même nécessitant période formation — stable, responsabilisant.
M. Claude Jadelot, 150, rue Etienne-Dolet, 94140 Alfortville. Tél. 893.68.47 jusqu'à 22 h.

Réf. 178. Jeune femme 27 a. au chômage recherche d'urgence toutes propositions de travaux d'écriture, classement ou petite dactylo à domicile. Toute autre offre d'emploi à l'extérieur étudiée.
Melle Chikh Monica, 21 bis, rue du Clos-Feuquières, 75015 Paris. Tél. 531.12.18.

IMMOBILIER

Réf. 179. Pour vendre, acheter, louer appartement, fonds de Cce, boutique, voir Cabinet Tillet, 114, rue de la Condamine, Paris XVIIe, Métro Rome. Tél. 755.61.42.

Réf. 182. Roscoff (Finistère), à 600 m mer, propriété unique de 4 ha avec manoir XVe s. en partie restauré. 26 pièces location 12 000/mois. Vente 4,5 M.
Ecrire à monsieur d'Herbais, Agnarello 133, 20166 Porticcio.

transexel

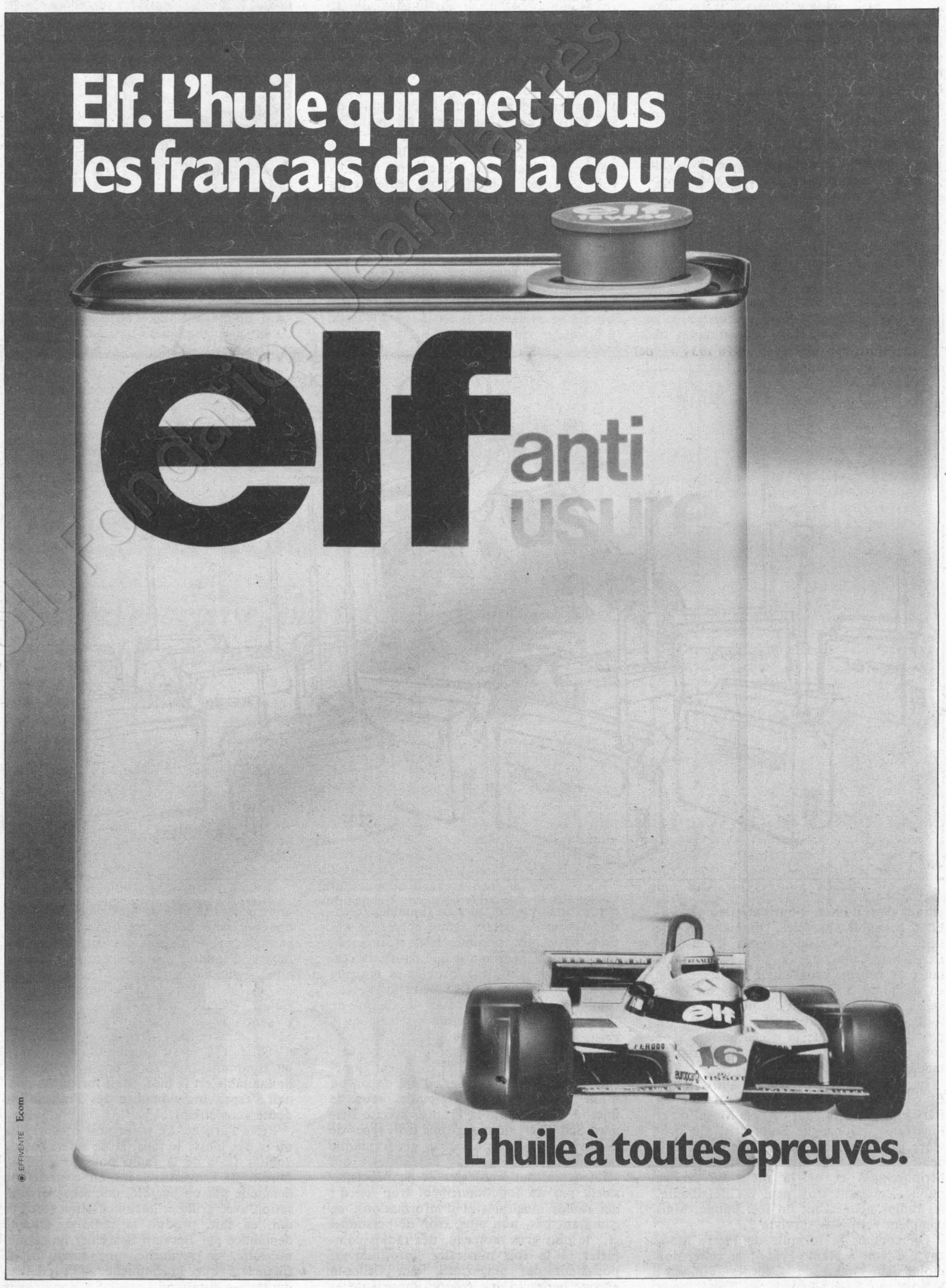
est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

Grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

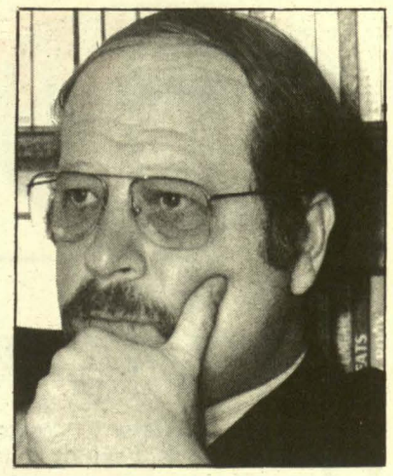
Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

SOCIETE DE CONSTRUCTION
getrabat S.A.
★ ★ ★ ★
Samy ATTIAS
PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
33, rue Ledru-Rollin - 94200 IVRY
Tél. 670.21.76
251—1



La chronique littéraire de Claude Glayman

L'ordinaire de la littérature soviétique



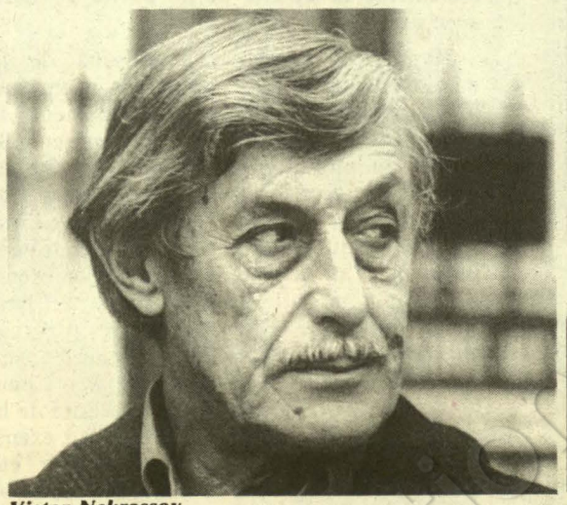
La littérature russe naît toujours d'un défaut d'attention des autorités

AVEC l'U.R.S.S. rien de plus terrible que la règle, le cours ordinaire des choses, le flux coutumier d'un système injuste et répressif à tout instant. Derrière l'exception qui révolte et choque avec la brutalité de l'unique et de l'inique il faut toujours rechercher la règle, l'essence, la vie de tous les jours. Je me souviens que cette observation m'avait déjà frappé lorsqu'au début des années soixante-dix on a eu la possibilité de lire le témoignage insoutenable de Nadeja Mandelstam (« Contre tout espoir », Gallimard). Insoutenable parce que précisément avant de disparaître dans le plus monstrueux des camps le poète Ossip Mandelstam — dont la femme, Nadeja, narrait le calvaire — avait été progressivement réduit au silence. A coups de « petits riens » dont la répétition, apparemment bénigne et anodine, finissait par la destruction pure et simple. Et finalement c'était le quotidien qui frappait dans le destin du poète, l'un des plus grands du siècle, et c'est une impression identique que nous éprouvons à la lecture d'un des plus passionnants livres parus sur la littérature soviétique, « Ecrivains de la liberté » par Grigori Svirski avec en sous-titre « la Résistance littéraire en Union soviétique depuis la guerre » (que Gallimard vient de publier dans sa prestigieuse « Bibliothèque des idées »).

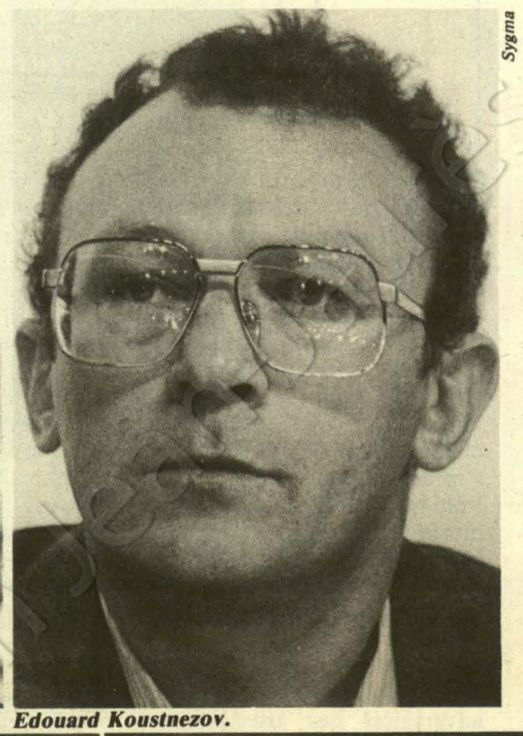
La littérature est le reflet d'une société, aurait dit Lénine. Dis-moi ce qu'est la littérature soviétique (dans son ensemble et non à travers seulement les dissidents) et je te dirai ce qu'est l'U.r.s.s. On possède peu d'essais aussi panoramiques qui peuvent faire suite à un ouvrage déjà ancien et probablement introuvable « Anthologie de la littérature soviétique : 1918-1934 » par Marc Slonim et Georges Reavey (Gallimard, qui date de 1935... c'est-à-dire des lendemains du premier Congrès des écrivains). Voici donc en un fort volume de 492 pages — qu'on aurait peut-être pu condenser par endroits — classées les périodes, présentés les écrivains et les genres, décrites surtout les péripéties de la lutte permanente contre le pouvoir (qui passent par des formes et des interprétations parfois aussi inattendues que surprenantes où l'officiel peut parfois côtoyer la profonde contestation, et cela chez le même auteur : par exemple l'immense poétesse Anna Akhmatova a rédigé quelques vers de mirliton stalinien ; on doit lire ses passionnants entretiens avec Lydia Tchoukovskaïa (chez Albin Michel, 1980). Svirski a connu toute la littérature soviétique jusqu'en 1968, date de son exclusion et prélude à son exil (il s'est expliqué dans son livre « les Otages », le Seuil, 1974). Ce qui lui permet en outre de stimulantes explications de textes et des jugements esthétiques qui rehaussent encore l'intérêt du livre.

Alors, que nous dit Svirski ? Sinon que la vérité (« pravda ») a été le maître mot de la part vivante et respectable de cette littérature. Et que de proclamer cette vérité aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale vous conduisait tout droit au poteau d'exécution, au camp. Staline avait *sa vérité* et il ne faisait pas bon s'écarter des canons édictés par Jdanov pour la formuler sous le nom bien connu de « réalisme socialiste » (la formule date d'ailleurs de 1934, Svirski ne s'attarde pas là-dessus, qui ne faisait au demeurant l'objet d'aucune contestation). On avait lutté contre le fascisme et le nazisme mais il ne convenait pas de raconter comment réellement cela s'était déroulé. Pas question de décrire ce qu'on appellera plus tard « les fautes ». Alexandre Fadeev est le modèle intangible de ce patriotisme d'acier guidé par le chef génial. Pourtant Svirski montre — et cela nous captive — que l'on pouvait lire entre les lignes strictement officielles de certains comme Vera Panova, Emmanuel Kazakevitch ou Victor Nekrassov (dont on peut lire en français, aujourd'hui, le livre publié alors, « Dans les tranchées de Stalingrad », Presses de la Cité, 1974). Derrière la littérature de commande se dissimulaient d'autres exigences. Pas étonnant que de très nombreux écrivains juifs aient à l'époque disparu, en dépit semble-t-il des protestations d'Ilya Ehrenbourg (lui-même israélite, haute figure parmi d'autres qui ont constitué une galerie pittoresque, tant pour certains par le courage que pour d'autres par la lâcheté).

C'est d'ailleurs ce même Ehrenbourg qui sonne le tocsin du renouveau au lendemain de la mort du dictateur par un livre médiocre mais au titre prophétique « le Dégel » (1954). A cette date se tient... enfin... le second congrès des écrivains soviétiques... qui sera suivi d'ouvertures culminant en 1956 avec les révélations — ou plus exactement les confirmations — de Khrouchtchev sur Staline. Et si Fadeev se suicide, tirant les conclusions d'une faillite personnelle (curieux comme de grands noms soviétiques se sont suicidés, de Serge Essenine à Vladimir Maïakovski jusqu'à Fadeev... posant par là une certaine énigme dans un pays qui faisait profession de glorifier la vie). A ce moment on voit apparaître André Tvardovski à la tête de la revue courageuse « Novy Mir », dégommé pour avoir publié Vladimir Pomerantzev, remplacé par



Victor Nekrassov.



Edouard Koustnezov.

Sygma



Constantin Paoutovski.

l'ambigu Constantin Simonov, dégommé à son tour pour avoir parrainé Vladimir Doudintsev et son célèbre « L'homme ne vit pas seulement de pain » (Julliard, 1957).

Périodes d'avancées encore avec l'ouvrage collectif « Moscou littéraire » qui publie plusieurs auteurs de « prose paysanne » selon les termes de Svirski, tels qu'Alexandre Iachine ou Daniel Granine et une allégorie tournée contre la pseudo-perfection du patriotisme soviétique durant la guerre, « Fondrières » de Michael Boulgakov (dont plusieurs titres sont disponibles au Livre de Poche ou chez Folio) ou d'André Platonov (cf. « les Herbes folles de Tchevengour », Stock, 1972). Le théâtre se secoue également (Eugueni Schwartz est de nouveau à l'affiche, Lioubimov débute... avec Brecht notamment, etc.). Mais le mouvement est brisé après la Hongrie de 1956, les « exécuteurs », d'après l'expression de l'auteur, reprennent le dessus, des antisémites aux conservateurs de tout poil, des flics infiltrés dans l'Union des écrivains jusqu'à Khrouchtchev se mêlant, selon une bonne et vieille habitude, de faire régenter les arts par le Parti. Est-ce la fin des espoirs ? Non. Le mouvement littéraire est soumis à un étonnant balancier dont les motivations ne sont pas toujours claires.

L'appareil et l'Etat ont leurs mystères et leurs contradictions... Quoi qu'il en soit, en 1961-1962, à la suite du lancement dans l'espace du premier Spoutnik, le climat s'entr'ouvre de nouveau. On réhabilite Ivan Bounine (émigré et prix Nobel), Youri Olecha, Kazakov. Le très grand prosateur Constantin Paoutovski (on peut lire les six volumes de son « Histoire d'une vie » chez Gallimard, dans la collection « Littératures soviétiques »), figure intrépide mais surtout littéraire, patronne un ensemble audacieux et collectif : « les Pages de Taroussa ». Vladimir Maximov et Vassili Axionov percent mais surtout l'ère Soljenitsyne s'ouvre, immense, dévastatrice, capitale, mais point unilatérale — Svirski s'efforce de nuancer et fait la part des choses dans la mesure où il reprocherait à Soljenitsyne son ego excessif, son nationalisme, voir son antisémitisme... mais le cas Soljenitsyne est à la fois trop connu et trop complexe pour que l'on s'y arrête longuement ici. Du moins faut-il surtout noter qu'en dépit du regel de 1968 (Prague) désormais on assiste à un « Niagara du samizdat » (forme déjà pratiquée du temps de Staline) et à un développement sans précédent de la littérature carcérale, avec Vassili Grossmann (« Tout passe », Stock, 1972), Euguenia Guinzbourg (« le Vertige » et « le Ciel de la Kolyma », Seuil), Varlam Chalamov (« Kolyma I et II », François Maspero), Alexandre Beck ou Lydia Tchoukovskaïa... etc.



Vladimir Maïakovski.

Phénomène de la prison focalisé par le retentissant procès Daniel/Siniavski (Svirski m'a paru injuste à l'égard de ce dernier, rien de plus intelligent et de plus violent qu'« Une voix dans le chœur », Seuil, 1974). Développement du samizdat dans une relation d'influence et de réciprocité avec toute la littérature, qui explique des efforts d'analyse, voire de théorisation tels que les tentera Andreï Amalrik (hélas précocement disparu en exil). La tension est alors vive et on doit également ajouter que la scène littéraire se diversifie grandement, offrant une palette de préoccupations que Svirski a raison de souligner. D'une part il s'arrête longuement sur ce qu'il nomme « la grande misère des campagnes » et donne une description vivante d'une littérature qui a repris le filon de Babel et ce qu'il appelle « son pathétique ironique » avec l'« Irtych » de Sergueï Zalyguine ou encore la critique (écologique ?) de la ville-alibi due à Vassili Chouchkine, etc. D'autre part Svirski fournit un aperçu sur la fonction de la « science-fiction » en U.r.s.s., avec en particulier les frères Strovgarsky. Enfin il ironise plutôt sur les poètes, Andreï Voznessenski (réfugié dans un certain hermétisme ?), Evgueni Evtouchenko, comédien avisé des opportunités.

La fin des années soixante et le début des années soixante-dix sont marqués par le renforcement des censures (Glavit), la lutte contre toutes les formes d'expression libre (dans les livres comme au cinéma). Derrière les « jubilés » de toutes sortes qui portent un secours inspiré aux officiels et permettent d'occuper la scène (occultant la mort, en 1969, de Tvardovski et la fin de « Novy Mir ») on entend les refrains de la chanson soviétique contestatrice qui se sert à la fois de la percée technologique du magnétophone (en France il y eut les livres au magnétophone, en U.r.s.s., ce fut un véhicule d'expression) et la tradition ancestrale de la poésie. Voici les Boulat Okoudjava, Vladimir Vissotski, Alexandre Galitch (on peut se procurer leurs disques en France sans grande difficulté).

La période récente, nous la connaissons mieux, avec ses Vladimir Boukovsky, Victor Fainberg, Edouard Koustnezov, etc. Contestation/répression mais toujours et encore ces écrivains « officiels » qui parlent entre les lignes, déjouent les censures, expriment la « vérité » et dont Valentin Raspoutine fournit un bon exemple. Car, comme dit le célèbre romancier russe du XIXe siècle Michel Saltykov-Stchèdrine, que cite Svirski : « La littérature russe est née d'un défaut d'attention des autorités. »



Anna Akhmatova.

Sygma

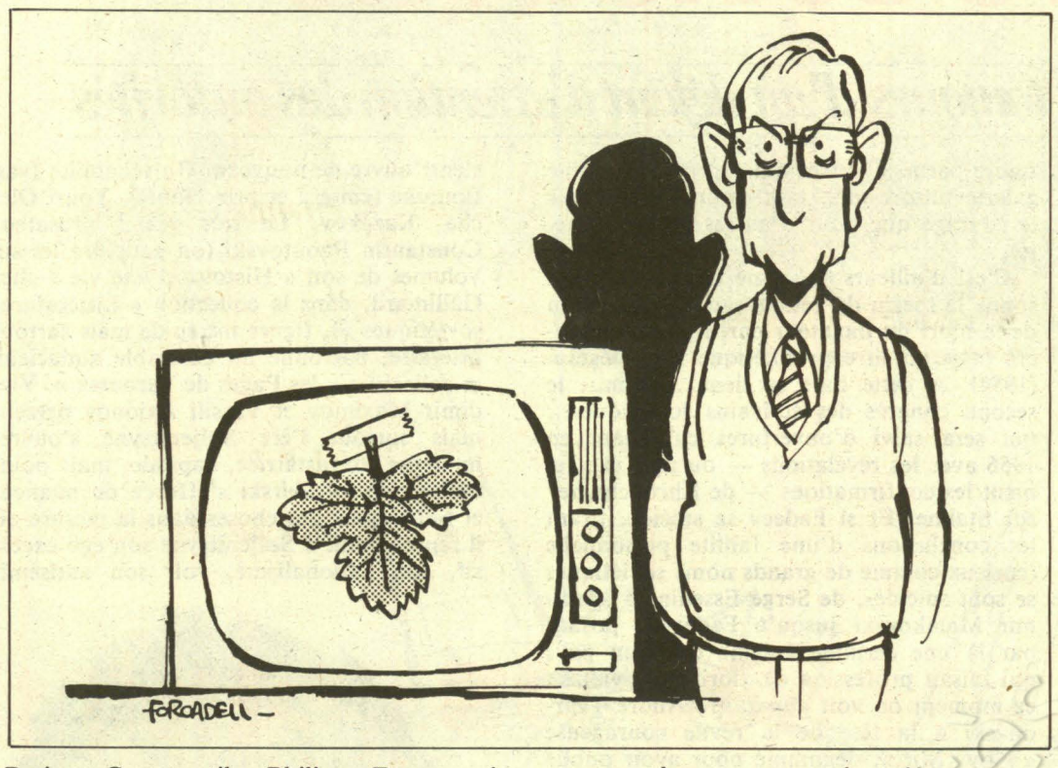


Vladimir Boukovsky.

Vive la télé, nom de Dieu !

Tant pis pour les pisse-froid et les mauvais coucheurs : vive la télé qui ne triche pas ! Nous sommes tous des Polac !

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS



QELLE « affaire » Polac ? Quel scandale ? Il s'agirait plutôt d'une tempête dans un verre de whisky. Le professeur Choron, de feu « Charlie-Hebdo », avait manifestement arrosé la nouvelle année au pur malt et on l'a vu tituber et éructer en direct sur le plateau de « Droit de réponse », samedi dernier. Pas de quoi fouetter un pochard ! Serge Gainsbourg a traité des plumitifs de « Minute » d'« enfoirés ». On ne sache pas que ces gens-là, pour leur part, aient d'habitude le vocabulaire délicat. Pas de quoi fouetter un ornithologue ! D'ailleurs, ce genre de numéro n'était pas vraiment une première : il n'y a pas si longtemps, l'écrivain américain Charles Bukowski avait sorti son litron en plein milieu d'« Apostrophes » et, sous les yeux ébahis de Bernard Pivot, il était allé jusqu'à peloter les genoux de Catherine Paysan. A cette époque, sous Giscard, le chœur des vierges effarouchées ne s'était guère manifesté : un simple écho dans la rubrique des faits divers ou un court billet du côté des pages télévision. Aujourd'hui, sous la présidence de Mitterrand, le même type d'événement nous vaut des pages entières de jérémiades. Sous l'encre perce la mélodie venimeuse : « Mon pauv' môsieur, y a pu d'télé ! »

Mes pauvres confrères, quel joli journalisme vous faites ! De « l'Aurore » à « l'Humanité », en passant par « le Quotidien », « le Matin » et « Libération », vous donnez tête première dans la méthode « Ici-Pourri » : vous accordez à un pet de lapin l'importance d'un tremblement de terre. J'espère au moins que ça vous fait vendre du papier. En fait, j'en doute... Mais ça rend un fier service à Michel Polac dont l'émission peinait à s'imposer. Vous lui montez un soufflé au vent, qu'il n'avait pas espéré. L'information étant, pour la circonstance, rabaissée au rang de cuisine publicitaire. Entre soi, bien au chaud, quelques journalistes parisiens touillent un paquet de grumeaux dans les vieilles casseroles du sensationnalisme et tout le peuple est convié à la cantine ! Triste tambouille. Tristes sires aussi : bidonneurs, faux-culs et compagnie. Ah ! les hypocrites !

Hypocrite, le prêchi-prêcha bon chic, bon genre du directeur du « Quotidien de Paris ». Ce « gentil » Philippe Tesson qui n'hésite pas, depuis quelque temps, à tremper sa plume dans le purin, traite les autres de porcs (1) hypocrites, les scribouilleurs de « Minute » : ils passent leur temps à couvrir de boue la France entière et ils crient à l'assassin quand ils reçoivent une bassine d'eau chaude sur la tronche. Hypocrite, l'éditorial offusqué de « l'Humanité » : là, on s'indigne pour un petit débordement de liberté en France mais on s'écrase honteusement quand le peuple de Pologne doit rythmer son quotidien sur la musique des chars et le tempo des bottes. Hypocrites, les coincés de la braguette : ils s'excitent comme des puces en écoutant les chansons « suggestives » de Gainsbourg, mais lui dénient le droit de faire joujou à la télé avec un ballon phallique de carnaval. Hypocrite, la génération spontanée des adversaires des gros mots : ils cultivent l'injure entre la poire et le fromage, la déversent à pleins tombereaux par la fenêtre de leur bagnole, mais, hein, surtout pas de ça au petit écran ! Hypocrites, les démocrates en peau de lapin : ils font semblant de croire qu'il suffit de réunir deux fachos et trois gauchos au café du Commerce pour que ces braves gens, qui se détestent cordialement, acceptent de se parler soudain avec des fleurs.

Hypocrites aussi, les partisans de la médiocrité télévisée : comme ils n'ont pas le courage de réclamer directement le retour de la tisane des Carpentier, ils tapent au moindre prétexte sur la tête de Polac. Hypocrites, les téléspectateurs qui dénoncent ce « triste spectacle » : ils l'ont regardé jusqu'à la fin alors qu'ils auraient pu changer de chaîne et s'offrir, par exemple, une innocente tranche de la « Chartreuse de Parme ». Hypocrites, les pleureuses de service : elles s'offusquent de l'amertume malsonnante de la bande à « Charlie », mais se réjouissent fort en vérité de la disparition d'un journal concurrent ; exemple : « Libération » qui, après avoir été aidé et soutenu par « Charlie-Hebdo », pisse tranquillement sur son cadavre.

Hypocrites surtout, et professionnels ceux-là, les duettistes Jean-François Kahn et Dominique Jamet : ils minaudent qu'ils se sont fait piéger alors qu'ils courent au fenestron à la moindre occasion pour faire le tapin au bénéfice des publications du groupe Tesson. Assez ! Ras-le-bol de ces Dupond et Dupont du journalisme ! On les voit, on les entend partout. Ils prennent volontiers leur nombril pour celui des Français. Leur cirque dure depuis des années. Ils parlent de grossièreté. Mais la véritable grossièreté c'est leur suffisance, leur façon de se croire indispensables au point de venir disserter à tout propos sur tout et n'importe quoi. Ils font de la balançoire sur tous les médias possible : un coup à gauche, un coup à droite, la tête entre deux chaises, vous m'avez vu, qu'est-ce que je suis beau, qu'est-ce que je suis intelligent ! Ils font de la sentence au kilomètre, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : sans même s'en rendre compte. La démocratie, c'est eux, puisqu'ils l'ont décrété. Et que les autres aillent se faire voir ! Le pluralisme, de leur point de vue, c'est quand ils monopolisent la parole. Ubu, prête-moi ta trappe...

Bref, « l'affaire » Polac, c'est de la chantilly industrielle servie par quelques aboyeurs en panne de bonnes idées. C'est du détournement d'opinion un peu lourdingue. C'est également un « ratage » superbe : pour une fois, samedi dernier, la télévision ressemblait à la vie. Avec ses malotrus et ses naïfs. Avec ses rebelles et ses opportunistes. Avec ses doux dingues et ses intolérants. Avec ses cons et ses généreux. Avec ses malpolis et ses enfoirés. Comme dans la rue, quoi. Comme tous les jours. Mais cela, aucun de mes « chers confrères » n'en a parlé. Parce qu'ils n'aiment pas qu'on leur tende un miroir. Parce qu'ils préfèrent inventer un pays aseptisé, une société qui n'existe pas mais dont ils entretiennent la légende depuis plus de vingt ans. Suprême hypocrisie : au pays de Rabelais, on crie encore à l'outrance !

André Harris, le directeur des programmes de T.f.1., a raison : on n'est pas encore sorti du conformisme ! Mais on en sortira peut-être bientôt... Tant pis pour les pisse-froid et les mauvais coucheurs : vive la télé, nom de Dieu ! Vive la télé qui ne triche pas ! La liberté continue : nous sommes tous des Polac ! ●

(1) *Philippe Tesson, entre autres exploits, commentant l'intervention d'un député socialiste à l'Assemblée nationale, a titré à la une du « Quotidien », avec l'élégance qui est la sienne : « la Saloperie ».*

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

---------- ***Bulletin d'abonnement à retourner à*** ----------

l'administration de l'unité ***10, rue de Solférino 75007 PARIS***

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (230 F)*** ☐ **** abonnement de six mois (150 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325